

Rapport D'ACTIVITÉ

2014

Annual
report



CONFÉRENCE DES
GRANDES
ÉCOLES®

EXCELLENCE FOR A COMPLEX WORLD 

Sommaire

Editorial



4

Temps forts et chiffres clés

6

La CGE en chiffres / *Facts and figures about the CGE* 6

La vie de la CGE

8

Séminaire de Grenoble / *Grenoble Seminar* 8

Pour une École de pensée
du Chapitre des écoles de
management (extraits / *Towards a
Management Schools Chapter 'School
of Thought' (extracts)*) 9

Assemblée générale du 10 juin / *June
10th, 2014 General Assembly* 10

Dossiers thématiques

12

Stratégie nationale de l'enseignement
supérieur 12

Regroupement d'établissements
d'enseignement supérieur 14

La Recherche dans les grandes écoles,
un levier d'innovation 18
pour les entreprises / *Research
in grandes écoles: an innovation
lever for companies*

Les activités des commissions

20

Accréditation / *Accreditation* 20

Les nouvelles formations accréditées 21

Amont / *Upstream* 22

Aval / *Downstream* 23

Le Chapitre des écoles
de management /
Management Schools Chapter 24

Communication / *Communications* 25

Développement durable /
Sustainable Development 26

Diversité / *Diversity* 27

Formation / *Education* 28

Recherche et transferts /
Research and Transfers 29

Relations internationales /
International Relations 30

L'observatoire

31

Les enquêtes de la CGE / *CGE Surveys* 31

Les grandes tendances de la mobilité
internationale étudiante / *Major
trends in students' international
mobility* 32

Enquête insertion / *Employability
Survey 2014* 35

Programme R²D² / *Sustainable
Development Representatives
Meeting* 39

La Conférences des grandes écoles /
The Conférence des grandes écoles 40

Les grandes écoles, acteurs majeurs
de l'enseignement supérieur et de
la recherche / *The grandes écoles:
Major actors in higher education
and research* 42

MSalumni : répertoire des diplômés
des formations Mastères Spécialisés
/ *Register of graduate with post-
master Master's degrees* 43

Mieux connaître la CGE

45

Organigramme de la CGE / *CGE organisation chart* 45

Le Bureau / *The Bureau* 46

Le rôle de la CGE / *The CGE's Role* 47

Écoles membres de la CGE / *CGE member schools* 48

Entreprises et organismes membres de la CGE / *CGE member companies and organisations* 50

Editorial

Philippe Jamet

Président de la Conférence des grandes écoles

Une fois de plus, les grandes écoles ont démontré au cours des douze derniers mois qu'elles sont, pour notre jeunesse, un vrai rempart contre la crise. Leurs capacités d'adaptation et d'évolution dans un environnement complexe leur permettent d'être à la pointe de l'enseignement supérieur français et de fournir à notre économie et plus largement à l'international, des jeunes diplômés qualifiés. Avec un taux d'insertion supérieur à 80 % quelques semaines après l'obtention de leur diplôme, les jeunes issus de nos écoles irriguent tous les secteurs de l'économie. Formés à l'entrepreneuriat pendant leurs études, au contact des incubateurs et des activités de recherche partenariale associées à nos écoles, ils sont aussi des créateurs d'entreprises.

Nos écoles de management ravissent les premières places des classements internationaux dans leurs domaines d'activité et l'on retrouve nombre d'anciens élèves de nos grandes écoles dans les états-majors des grands groupes internationaux.

Ces résultats enviables sont obtenus dans un contexte national difficile où les contraintes juridiques et opérationnelles se multiplient pour les établissements d'enseignement supérieur.

La stratégie nationale de l'enseignement supérieur pour laquelle la CGE a été force de proposition est une opportunité pour dégager une vision ambitieuse de l'enseignement supérieur, libérée des postures traditionnelles sur des sujets clés comme la sélection, le financement et bien sûr le choix des filières de formation à privilégier. Il nous paraît, en particulier, essentiel de développer les formations courtes professionnalisantes de niveau bac +2 et 3 et de garantir à tous les diplômés une offre pertinente et dynamique de formations diplômantes tout au long de la vie (FTLV). Il faut pour cela inverser la pyramide actuelle des diplômés de l'enseignement supérieur où les diplômés de master sont plus nombreux que les diplômés de formations supérieures courtes.

Au début de l'année 2014, j'écrivais dans un quotidien national⁽¹⁾ que « nous, grandes écoles avons notre mot à dire sur l'avenir de notre pays » et j'appelaï à un pacte de responsabilité pour l'enseignement supérieur. Force est de constater qu'en dépit de leur poids très important (40 % des diplômés de grade master en France), l'appel des grandes écoles est resté sans réponse.

Les communautés d'universités et d'établissements peinent à voir le jour et l'ambition initiale d'un projet partagé n'est pas au cœur de leur démarche. De trop nombreuses écoles ont été marginalisées de fait au cours des réflexions préliminaires comme dans la composition des communautés. Elles



Once again, in the past 12 months, the *grandes écoles* have shown that they are, for French youth, a true shield against the crisis. Their ability to adapt and evolve in a complex environment allows them to stand at the cutting edge of French higher education and to provide the French economy and countries beyond French borders with newly-qualified, highly-skilled graduates. With an employability rate above 80% in the weeks following graduation, recent graduates from our schools are able to find jobs in the wide range of sectors which build the French economy. Students are trained for entrepreneurship in the course of their studies, gaining knowledge from incubators and partnership research activities – they are the creators of tomorrow's start-ups.

Our management schools sit at the top of international rankings in their domains, and many of our *grandes écoles'* alumni are now working in leading international firms. These are excellent results in spite of the difficult national situation at present, with judicial and operational restraints continuously worsening for higher education institutions.

The national strategy for higher education, for which the CGE was a creative force, is an opportunity to provide an ambitious vision of higher education, separated from traditional opinions on key issues such as selection, financing and of course the choice of training courses to be prioritised. We believe it is particularly important to develop short job-oriented training courses for *baccalauréat* students as well as ensuring that all graduates have access to a relevant and dynamic choice of lifelong training programmes. To do this, we need to reverse the current structure of higher education degrees, in which there are too many Masters' degree graduates and not enough graduates on short higher education training courses.

At the beginning of 2014, I wrote in a French national newspaper⁽¹⁾ that "as a collective of *grandes écoles*, we have our say on the future of our country" and I called for a responsibility pact for higher education. Yet there is no denying that, despite their influence and muscle (representing 40% of French Masters' degree graduates), the *grandes écoles'* collective plea remained unanswered. Universities and schools communities struggle to emerge

auraient pourtant pu apporter leur expérience, la diversité et l'agilité à des montages lourds et complexes qui rappellent trop souvent le passé.

Différentes initiatives parlementaires ont eu, pendant cette année, un fort impact sur les écoles. Alors que les formations par apprentissage se sont multipliées dans nos écoles (10 % des diplômés en écoles d'ingénieur, 15 % en écoles de management), la réforme de la taxe d'apprentissage et des modalités de pilotage de l'alternance annihile une partie de ces efforts : priorité moindre pour les formations de l'enseignement supérieur, diminution de fonds libres versés par les entreprises aux écoles, suppression de l'indemnité compensatrice pour les entreprises de moins de dix salariés. La conférence sociale de juillet dernier consacrée à l'apprentissage a fort justement reporté cette dernière mesure, mais que de temps et d'énergie perdus ! La CGE et ses alliés avaient pour leur part obtenu la sanctuarisation d'une part significative de barème dont la préservation même était contestée.

La récente loi sur le développement et l'encadrement des stages, en refusant de prendre en compte la diversité des situations de stages du CAP au master et leurs spécificités éducatives, fragilise un élément clé de la professionnalisation et véritable tremplin vers la vie active. Si l'encadrement est bien au rendez-vous, avec un ensemble de nouvelles contraintes parfois peu adaptées aux relations écoles - entreprises, le développement risque d'être le grand oublié d'une initiative dissuasive pour l'offre de stages.

Enfin, la simplification souhaitable de l'offre de masters se traduit par des menaces directes sur les masters internationaux des grandes écoles, en limitant fortement le nombre d'établissements habilités et la souplesse administrative requise par ces formations internationales. La Conférence des grandes écoles s'est élevée contre cette évolution contraire à l'attractivité internationale de l'enseignement supérieur technologique et qui ruine quelque peu les efforts faits par les écoles pour nouer des accords de formation avec des universités étrangères. Elle ne désespère pas d'être entendue.

A travers tous ces débats, la CGE s'est attachée à favoriser le rassemblement des grandes écoles et à être leur porte-parole. Elle a été plus que jamais active, tant en termes de vie associative, avec l'admission de nouveaux membres français et étrangers, qu'en termes de travaux en commissions et de contributions à la dynamique nationale de l'enseignement supérieur. Elle offre un lieu unique pour le rassemblement et l'expression solidaire de celles et ceux qui demeurent convaincus de la valeur irremplaçable des écoles au sein d'un enseignement supérieur tourné vers la réussite et l'utilité sociale.

(1) Les Echos 23 janvier 2014

and the initial idea of a common project is not at the core of their approach. Too many schools were marginalised during the preliminary discussions and when the communities were put together. They could have nourished us with their experience and diversity, thus improving outdated and complicated systems.

This year, various parliamentary initiatives have had a strong impact on schools. While alternating job-study programmes increased in our schools (10% of engineering schools' graduates, 15% of management schools'), the apprenticeship tax and method reforms have destroyed part of these efforts: prioritising in a lesser manner higher education training courses, a decrease in uncommitted funds from companies to schools, and the suppression of compensatory allowances for companies with less than ten employees, to name a few. Last July's social conference on alternating job-study programmes brought up this last measure, but what a waste of time and energy it turned out to be! The CGE and its partners had already lost the recognition of a significant part of the scale whose existence was even put on the line.

By refusing to take into account the whole range of internship situations (from the CAP to the Masters') along with their specificities, the recent law on the development and supervision of internships is weakening a key element of professionalisation. Although internships are indeed supervised, with a whole new range of constraints adapted ever so slightly to the relationship between schools and companies, development might be left behind in this initiative. And this discourages internship offers.

Finally, the desirable simplification of the Master's programmes has turned out to be a threat to the *grandes écoles'* international Master's programmes, especially by reducing grants and limiting management flexibility, which these International Masters' courses need. The CGE protested against such developments, which go so strongly against international attractiveness of technological higher education and which ruin the efforts made by schools to create agreements with other universities abroad. The CGE has not yet given up hope of being heard.

Throughout all these debates, the CGE has made every effort to encourage discussion and gatherings between all *grandes écoles*, and to act as their representative. More than ever, the CGE has been working actively in terms of community service, by accepting new French and foreign members, as well as in terms of committee work and contributions to the national dynamics of higher education. The CGE is a unique place for those who remain convinced of the irreplaceable values of *grandes écoles* within a success and social utility-oriented higher education system, one made up of free exchange and opinions.

La CGE en chiffres

Facts and figures about the CGE

L'année 2013-2014 de la CGE : LES TEMPS FORTS

25 septembre 2013 : Signature de la charte Biodiversité dans les établissements d'enseignement supérieur par la CGE et la CPU

9-10-11 octobre 2013 : Séminaire de Grenoble

1^{er} novembre 2013 : Prise de fonction de Francis Jouanjean en tant que délégué général de la CGE

13 février 2014 : Assemblée générale de la CGE accueillant Jean Pisani-Ferry, Commissaire général à la stratégie et à la prospective, sur le thème "Quelle France dans 10 ans ?"

13 février 2014 : Signature d'une convention entre la CGE, la CDEFI et la MILDECA (Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives) en présence de Danièle Jourdain-Menninger, sa présidente

18 mars 2014 : Conférence de presse à l'occasion de la parution de l'enquête Mobilité 2013

10 juin 2014 : Assemblées générales extraordinaire et ordinaire de la CGE clôturées par Sophie Béjean et Bertrand Monthubert, respectivement Présidente et Rapporteur général du comité StraNES, sur le thème de la stratégie nationale de l'enseignement supérieur

17 juin 2014 : Présentation à la presse de l'Enquête 2014 Insertion des jeunes diplômés

Élections et nominations

Chapitre des écoles de management

Mai 2014 : Loïck Roche (Grenoble EM) élu président du Chapitre, accompagné de Francis Bécard et Jacques Igalens, vice-présidents

Nouveaux membres de la CGE

Admis dans le Collège "Écoles"

Avril 2014 :

- ✗ École Nationale Supérieure de Cognitique à Bordeaux - Directeur général : Bernard Claverie
- ✗ Université Paris-Dauphine - Président : Laurent Batsch
- ✗ École Supérieure Privée d'Ingénierie et de Technologies - ESPRIT (École tunisienne) - Directeur général : Tahar Ben Lakhdar
- ✗ Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (École marocaine) - Directeur général : Saïd Ouattar

Admis dans le Collège "Organismes"

Septembre 2013 :

- ✗ EURECOM (GIE) - Directeur général : Ulrich Finger
- ✗ Association des Compagnons du Devoir et du Tour de France - Président : Jean-Claude Bellanger

Juin 2014 :

- ✗ Institut Mines-Télécom - Directeur général : Philippe Jamet

Journées, congrès et colloques

19 septembre 2013 (Paris) : Journée des référents Égalité femmes-hommes

25 septembre 2013 (Paris) : Assemblée annuelle des commissions Développement durable de la CGE et de la CPU, analyse de la campagne Référentiel Plan Vert 2012-2013

10-11 octobre 2013 (séminaire de Grenoble) : voir p. 8

20-21 mars 2014 (Le Havre) : Séminaire du GT Recherche du Chapitre

Year 2013-2014 at the CGE: the highlights

September 25th, 2013: The CGE and the CPU signed the Biodiversity charter for higher education institutions

October 9th-10th-11th, 2013: Grenoble seminar

November 1st, 2013: Francis Jouanjean takes over his duties as chief representative of the CGE

February 13th, 2014: CGE General Assembly with Jean Pisani-Ferry, Commissioner-General on Strategy and Forecasting, on the theme "France in 10 years"

February 13th, 2014: The CGE, the CDEFI and the MILDECA (Inter-Ministerial Mission for Combating Drugs and Addictive Behaviours) signed an agreement under the supervision of Danièle Jourdain-Menninger, its President

March 18th, 2014: Press conference for the publication of the 2013 Mobility Survey

June 10th, 2014: CGE Regular and Special General Assemblies, with a closing intervention by Sophie Béjean and Bertrand Monthubert, President and General Rapporteur for National Strategy for Higher Education (StraNES) respectively, on the theme of national strategy for higher education

June 17th, 2014: Release and presentation of the 2014 Employability Survey to the press

Elections and appointments

Management Schools Chapter:

May 2014: Loïck Roche (Grenoble EM) was elected President of the Chapter, alongside Francis Bécard and Jacques Igalens who were elected as Vice-Presidents

New members of the CGE

Joined the "Schools" college

April 2014:

- ✗ École Nationale Supérieure de Cognitique in Bordeaux - General Director: Bernard Claverie
- ✗ Paris-Dauphine University - President: Laurent Batsch
- ✗ Engineering and Technologie Private Institute - ESPRIT (Tunisian school) - General Director: Tahar Ben Lakhdar
- ✗ Hassan II Institute of Agronomy and Veterinary Medicine (Moroccan school) - General Director: Saïd Ouattar

Joined the "Organisations" college

September 2013:

- ✗ EURECOM (GIE) - General Director: Ulrich Finger
- ✗ Association des Compagnons du Devoir et du Tour de France - President: Jean-Claude Bellanger

June 2014:

- ✗ Mines-Télécom Institute - General Director: Philippe Jamet

Events and conferences

September 19th, 2013 (Paris): Gender Equality Representatives meeting

September 25th, 2013 (Paris): Annual meeting of the CGE and the CPU Sustainable Development committees, analysis of the 2012-2013 Green Plan Reference campaign

October 10th-11th, 2013 (Grenoble seminar): see page 8

March 20th-21st, 2014 (Le Havre): Seminar of the Chapter's Research group

April 1st, 2014 (Paris): Half-day organised by the CGE Education Committee - Use of digital technologies in *grandes écoles*: exchange of experiences and best practices

1^{er} avril 2014 (Paris) : Demi-journée organisée par la commission Formation de la CGE - Utilisation du numérique dans les grandes écoles : retours d'expériences & échange de bonnes pratiques

21 et 22 mai 2013 (Beauvais) : Les Rendez-vous des référents du développement durable (R²D²)

22-23 mai 2014 (Barcelone) : XXVII^e Rencontres annuelles Relations Entreprises du Chapitre des écoles de management

3-6 juin 2014 (Strasbourg) : Séminaire annuel du groupe Activités physiques et sportives de la CGE

3-4 juillet 2014 (Reims) : Séminaire annuel du groupe Ouverture sociale "Évaluation de l'impact des cordées de la réussite"

Publications et enquêtes*

✗ Enquête "Taxe d'apprentissage dans les grandes écoles" (octobre 2013)

✗ Actes du séminaire de Grenoble "Les grandes écoles : Innovation et création de valeur" (novembre 2013)

✗ Enquête Mobilité 2013 : Les grandes écoles sur la scène internationale (mars 2014)

✗ Enquête Insertion 2014 : L'insertion des diplômés des grandes écoles (juin 2014)

✗ Enquête "Etat des lieux des stratégies numériques dans les grandes écoles" (juillet 2014)

✗ Fiches thématiques 2014 :

- La Conférence des grandes écoles
- Les grandes écoles : acteurs majeurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (effectifs et flux)
- Financement des établissements d'enseignement : comparaison entre les pays de l'OCDE
- Tendances de la mobilité internationale étudiante : enquête Conférence des grandes écoles 2013
- Insertion des jeunes diplômés : tendances des indicateurs clés sur la période 2005 - 2014
- La recherche dans les grandes écoles : un levier d'innovation pour les entreprises
- Encadrement des stages et statut des stagiaires : principales mesures de la loi et priorités de la CGE
- La réforme de la taxe d'apprentissage : ce qui va changer

* toutes les publications et enquêtes sont téléchargeables sur le site de la CGE

May 21st-22nd, 2013 (Beauvais): Sustainable Development Representatives meeting (R²D²)

May 22nd-23rd, 2014 (Barcelone): 27th annual meeting of the Management School Chapter's Corporate Relations group

June 3rd-6th (Strasbourg): Annual seminar of the CGE Physical Activities and Sports group

July 3rd-4th (Reims): Annual seminar of the Social Diversity group on "Assessing the impact of the *Cordées de la Réussite* label"

Publications and surveys*

✗ Survey on the "Apprenticeship tax in *grandes écoles*" (October 2013)

✗ Proceedings of the Grenoble Seminar "*grandes écoles*: innovating and creating value" (November 2013)

✗ 2013 Mobility Survey: *grandes écoles* on a global scale (March 2014)

✗ 2014 Employability Survey: the employability of *grandes écoles*' graduates (June 2014)

✗ Survey on the "General overview of *grandes écoles*' digital strategies" (July 2014)

✗ 2014 Thematic fact sheets:

- The *Conférence des grandes écoles*
- *Grandes écoles* as major stakeholders of higher education and research (size)
- *Grandes écoles* as major stakeholders of higher education and research (flow)
- Financing schools: comparison of the OECD countries
- Student international mobility trends: 2013 Mobility Survey of the CGE
- Employability of recent graduates: key indicator trends between 2005 and 2014
- Research in *grandes écoles*: an innovation platform for companies
- Internship supervision and status of interns: main regulations of the law and CGE priorities
- Impact of the reform on the apprenticeship tax: what is to change

* all publications and surveys are available for download on the CGE website

145 écoles d'ingénieur (toutes habilitées par la Commission des Titres d'Ingénieur, condition indispensable pour postuler à la CGE)
engineering schools (all certified by the Commission for Engineering Degrees, an essential pre-requisite for prospective CGE members)

32 écoles de management françaises (le diplôme visé par l'Etat confère le grade de master)
French management schools (offering State-certified Master's level degrees)

23 écoles d'autres spécialités
schools in other specialisms

14 établissements étrangers
foreign institutions

8 entreprises
companies

35 organismes dont les activités sont liées à l'enseignement supérieur.
organisations, operating in connection with higher education.

- De 300 à 11 000 étudiants par établissement
- Un diplôme nécessitant 5 à 6 ans de formation post-bac
- 36,4 % des diplômés master en France
- un tiers des thèses soutenues en France préparées dans les laboratoires des grandes écoles
- 394 000 étudiants dans l'ensemble de la filière classes préparatoires / grandes écoles

- From 300 to 11,000 students per institution
- A degree requiring 5 to 6 years of post-Baccalaureate training
- 36.4% of Master's degree graduates in France
- 1/3 of those presented before a jury panel in France have been prepared in *grandes écoles* laboratories
- 394,000 students in all preparatory classes/*grandes écoles* sector



Le séminaire de Grenoble 10 et 11 octobre 2013

Les grandes écoles : innovation et création de valeur

October 10th & 11th, 2013 Grenoble Seminar
Grandes écoles: innovating and creating value

C'est sur le thème, "Les grandes écoles : innovation et création de valeur" que Grenoble EM et Grenoble INP ont accueilli les 150 participants du séminaire 2013 de la CGE.

Philippe Jamet a ouvert la séance plénière par un tour d'horizon de l'actualité politique. Après avoir souligné l'accroissement des liens entre la CGE et les entreprises, le président de la CGE a évoqué la "loi Fioraso" et les craintes que son application suscite auprès des grandes écoles.

Quelle définition donner à l'innovation ? Comment peut-on faciliter l'émergence de personnalités innovantes ? Comment une école peut-elle former des innovateurs : autant de questions auxquelles Nadia Kamal, Jean Arcamone, Jean-Charles Guibert et Gilles Toulemonde se sont attachés à répondre.

Brigitte Plateau et Thierry Grange ont animé la table ronde Contextualisation de l'innovation, au cours de laquelle furent évoquées les "pires difficultés éprouvées par la France à transformer cette intelligence en valeur économique".

Yves Poilane dirigea le débat sur le numérique : les formations des grandes écoles permettent-elles de saisir toutes les opportunités ?

Anne Beauval conclut cette première journée par l'Innovation et le développement durable. L'assèchement des réserves terrestres, le modèle énergétique et le lien avec les consommateurs, furent abordés.

Les intervenants de la table ronde Recherche et innovation, animée par Gérard Pignault, insistèrent pour demander aux chercheurs une réflexion sur les perspectives d'application.

Jean-Jack Queyranne, Président du conseil régional de la Région Rhône-Alpes et ancien ministre prononça le discours de clôture avant de répondre aux questions des directeurs d'école.

Les actes du séminaire de Grenoble sont accessibles et téléchargeables sur le site de la CGE

"Grandes écoles: innovating and creating value" was the major talking point of the 2013 CGE seminar, organised by Grenoble EM and Grenoble INP, which welcomed 150 participants.

Philippe Jamet started the plenary session with an overview of the current political scene. After underlining the development of relationships between the CGE and companies, the President of the CGE alluded to the Fioraso law and the *grandes écoles'* fears regarding its application.

Several questions have been raised: how can we define innovation, how can we help people with fresh and innovative ideas make their voices heard on the markets, and how can a school train these natural innovators? Nadia Kamal, Jean Arcamone, Jean-Charles Guibert and Gilles Toulemonde did their best to answer these questions.

Brigitte Plateau and Thierry Grange hosted the round table on Innovating in context during which "the biggest difficulties for France in transforming this intelligence into economic value" were brought to the attention of the audience.

Yves Poilane held the debate on digital technology: do learning methods in *grandes écoles* enable students to seize opportunities?

Anne Beauval concluded this first day with Innovation and Sustainable Development. She tackled the following points: the drying up of land resources, the energy model and the link with consumers.

The Research and Innovation round table participants, led by Gérard Pignault, insisted on asking researchers to think about application perspectives.

Jean-Jack Queyranne, President of the Rhône-Alpes regional council and former minister, delivered the closing speech before answering the school directors' questions.

The official records of the Grenoble seminar are available for download on the CGE website.

Merci aux intervenants qui ont enrichi le débat / Thank you to the participants for their enriching participation:

Jean ARCAMONE, Directeur général de l'ARDI, Agence régionale du Développement et de l'Innovation

Anne BEAUVAL, Directrice des Mines Nantes
Jérémy BOURDONCLE, PDG Fondateur d'Hedera Technologies

Jean-Louis BRUNET, Président de Business Angel France

Alain CADIX, Chargé de la Mission Design auprès des ministres du Redressement productif et de la Culture

Abderrahmane DJELLAL, Maire-adjoint de Grenoble

Jean-François FIORINA, Directeur adjoint de Grenoble EM

Thomas FROELICHER, Directeur général et

Doyen, HEC-École de Gestion de l'Université de Liège

Jean-Charles GUIBERT, CEA, Directeur de Minatoc

Renaud GRUCHET, Directeur Practice Innovation for Business chez SOPRA Consulting

Pierre JULIET, Délégué général du pôle de compétitivité Énergies renouvelables

Nadia KAMAL, Directrice d'Écllosion France

Delphine MANCEAU, Fondatrice d'I7, Institut pour l'Innovation et la compétitivité et Directeur de la division Corporate de l'ESCP Europe

Florence MICHAU, Directrice du département des enseignements transverses, Grenoble INP

Jean-François PEPIN, Délégué général du CIGREF

Brigitte PLATEAU, Administrateur général de Grenoble INP

Yves POILANE, Directeur de Télécom ParisTech

Loïck ROCHE, Directeur de Grenoble EM

Jérôme SAFAR, Premier adjoint au Maire de Grenoble en charge de l'innovation

Olivier SALA, Directeur général de Gaz Electricité Grenoble

Farouk TEDJAR, Président Récupyl

Gilles TOULEMONDE, P-DG d'Inova

Pour une École de pensée du Chapitre des écoles de management*

10 juin 2014 (extraits) / June 10th, 2014 (extracts)

Loïck Roche, Président du Chapitre des écoles de management

Si nous voulons que le Chapitre soit un véritable organe exécutif, si nous voulons que les écoles de management aient leur destin en leurs mains, nous devons travailler sur ce qui pourrait être une École de pensée du Chapitre des écoles de management.

Un Chapitre fort pour une CGE forte... pour un enseignement supérieur fort

C'est bien là qu'il nous faut jeter toutes nos forces, tout mettre en œuvre pour qu'en bout de chaîne, ce soit l'enseignement supérieur en France qui soit fort.

L'école de pensée du Chapitre doit nous permettre :

- ✗ de nous rassembler dans une même vision de ce que doit être notre action autour de points de vue partagés,
- ✗ de donner encore plus de sens à l'ensemble des groupes de travail dont les problématiques ne sont pas nécessairement prises en compte par les commissions de la CGE,
- ✗ de nous accorder sur ce que doit être une grande école de management.

Mettre en place notre École de pensée

Pour exister et devenir un pôle d'influence, elle doit produire des contenus qui doivent embrasser toutes les dimensions de l'enseignement supérieur et donner sens à son action pour toute la société.

Dans ce but, il faut nous accorder sur l'état d'esprit qui nous anime et sur le "comment" nous devons réussir à travailler ensemble.

Sur l'état d'esprit :

- ✗ instaurer un pacte de courtoisie. Laisser, si elles existent, les querelles "à terre" [...].
- ✗ partager ce que j'appelle la théorie du lotissement. En tant que DG, DGA, j'ai tout à gagner si l'école du voisin est performante, exactement comme ma maison au sein d'un lotissement n'a de valeur que si celle de mon du voisin est belle. Et plus elle le sera, plus ma maison aura de prix !
- ✗ réaffirmer la richesse que constituent des modèles d'écoles différents [...].
- ✗ nous garder de la tentation de répondre aux tenants de la guerre université/grandes écoles. Mais préférer travailler avec, voire mieux, travailler pour [...].

Sur le "comment" :

[...] Il y a une vraie nécessité de faire revenir les DG ou DGA aux réunions du Chapitre. Nous avons besoin autour de la table de personnes qui puissent dans l'ici et maintenant engager leur institution.

Le discours de la méthode

[...] il nous faut travailler sur le comment et appliquer une méthode de travail. Cette méthode de travail exige la mise en place d'une démarche collaborative, multi-sites, synchrone et asynchrone avec des DG ou DGA dont on sait qu'ils sont peu disponibles [...].

If we want the Chapter to be an actual executive body, if we want management schools to be able to control their own future, we have to work towards what we could call a Management Schools Chapter 'School of Thought'.

A strong Chapter for a strong CGE... and an even stronger higher education

This is where we need to concentrate our strength, to do everything in our power so that French higher education may benefit from our efforts.

The Chapter's School of Thought should allow us to:

- ✗ gather so as to create one shared mindset, to discuss and create a plan of action based on similar opinions,
- ✗ give even more meaning to all the working groups whose issues are not always dealt with by the CGE committees,
- ✗ agree on what a management school should actually be.

Implementing our School of Thought

In order to exist and become an influential hub, it should produce content which includes all of the dimensions of French higher education as well as give meaning to its action for the whole of society.

In this respect, we have to agree upon the mindset that drives us, and on how we can manage to work effectively together.

Our mindset is about:

- ✗ establishing a pact of good manners. We need to put any existing quarrels aside [...].
- ✗ sharing what I call the lot theory. As a general director and assistant general director, I would truly benefit from the excellence of a neighbour school, just as my house would only have true value in a lot if my neighbour's house is beautiful. And the more beautiful it is, the more valuable my house will be!
- ✗ reaffirming the importance of having different types of schools [...].
- ✗ guarding ourselves against the temptation to respond to those responsible for the universities vs. *grandes écoles* war, but rather work with, or even better, work for them [...].

On the how:

[...] It is necessary for these general directors or assistant general directors to attend the Chapter's meetings. We need, as participants of these round-tables, such people who are able to get their institution committed here and now.

The methods

[...] We need to work on the how and to apply a specific work method. For it to be successful, we need to implement a collaborative, multi-site, synchronous and asynchronous approach with general directors or assistant general directors, keeping in mind their busy agenda [...].

* Towards a Management Schools Chapter 'School of Thought'

Assemblée générale du 10 juin 2014

June 10th, 2014 General Assembly

En organisant et en accueillant l'AG de la CGE dans l'espace de la Fondation EDF, la CGE et EDF ont voulu conjointement afficher l'importance des liens étroits qui existent entre les grandes écoles et les entreprises.

Hugues Renson, Délégué général de la Fondation EDF a rappelé que "le soutien d'EDF à l'enseignement et à la recherche, l'attribution de bourses d'excellence et de bourses sur critères sociaux, la promotion des femmes dans le milieu de l'énergie, sont autant d'actions qui attestent de l'engagement constant et divers de la Fondation EDF envers le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche".

Les présidents des 10 commissions ont présenté le résumé de leur activité 2013/2014.

Toutes les résolutions présentées ainsi que le rapport moral du président ont été adoptés à l'unanimité.

Les points d'actualité politique ont ensuite été abordés par Philippe Jamet.

Regroupements de site

S'agissant des statuts des ComUE, deux points sont essentiels :

- ✗ l'inclusion des établissements dans le projet partagé et dans la définition des statuts, les écoles doivent être associées et la diversité des acteurs doit être respectée

- ✗ la gouvernance doit être agile et efficace notamment en matière de dévolution de compétences.

La CGE a mis en place un observatoire des sites pour apporter sa vision sur les démarches de regroupement et a organisé 4 sessions d'information ; elle a étudié 12 statuts et a fait remonter au ministère ses conclusions (lettre du 06/06/2014 à Geneviève Fioraso).

Philippe Jamet a rappelé que la CGE n'est pas contre les ComUE ; elle défend la diversité contre l'uniformité.

StraNES

Sollicitée dans le cadre de la stratégie nationale de l'enseignement supérieur, la CGE a été auditionnée et a participé à plusieurs séminaires, qui ont permis d'aborder toutes les questions de fond sans tabou. Elle a remis et diffusé largement une contribution sur sa vision de la stratégie.

Loi sur les stages

Au delà des intentions louables du texte saluées par la CGE, celle-ci a défendu, lors des auditions parlementaires, des principes fondamentaux : conserver le caractère pédagogique du stage, adapter les contraintes au niveau des études et aux secteurs de l'entreprise, ne pas aboutir à un texte dissuadant les entreprises, ne pas uniformiser les quotas.

La CGE a obtenu un moratoire de 2 ans relatif à la « césure » ; les quotas seront définis par décret.

Masters internationaux

Le projet de circulaire publié le 22 janvier 2014 a soulevé de nombreuses questions de la CGE. La circulaire prévoit notamment que les masters internationaux soient accrédités tous

By organising and hosting the CGE General Assembly at the Fondation EDF, the CGE and EDF intended to promote the importance of synergies forged between *grandes écoles* and companies.

Hugues Renson, General Representative of the *Fondation EDF*, stressed that "EDF supports education and research, distributes grants based on excellence and social criteria, promotes women in the energy sector; all these diverse and continuous actions demonstrate the Fondation's commitment to the world of higher education and research."

The 10 committees' chairmen presented their summary of 2013/2014 activities.

All the resolutions presented as well as the President's moral report were unanimously adopted.

Philippe Jamet then discussed political news.

Grouping of sites

Regarding the status of *ComUE*, the two main issues are: the inclusion of schools in the joint project and the definition of statuses: schools need to be "associates" and the diversity of stakeholders should be respected the importance of efficient governance procedures, especially in terms of devolution of skills

The CGE set up an observatory for the sites to share its vision on the grouping process and organised 4 information sessions. It studied 12 statuses and sent its results to the Ministry (June 6th, 2014 letter to Geneviève Fioraso).

Philippe Jamet reminded attendees that the CGE is not against the *ComUE*: it is defending diversity over uniformity.

National Strategy for Higher Education (StraNES)

The CGE has been tried out as part of the National Strategy for Higher Education and has taken part in various seminars, allowing for open debate on all fundamental questions. It has produced and widely circulated written material on its own vision of national strategy.

Regulation for internships

The good intentions of the draft law have been praised by the CGE. During the parliamentary hearings, the CGE advocated several fundamental principles: the need to keep the pedagogical side of internships, adapting the constraints to the level of education and the sector(s) in question; drafting a law that will not deter companies; and not standardising quotas.

The CGE obtained a 2-year moratorium due to the placement year; the quotas will be defined by decree.

International Masters' degrees

The CGE raised many questions as to the draft memorandum published on January 22nd, 2014. The draft plans to make International Masters' degrees accredited every 5 years (which does not meet the need for these Masters' degrees to be accredited more quickly), and to grant only EPSCP the authority to offer these Masters' degrees. Other higher education institutions (administrative schools

Intervention de Sophie Béjean et Bertrand Monthubert, respectivement Présidente et Rapporteur général du Comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur

La CGE a été auditionnée plusieurs fois et a participé à plusieurs séminaires thématiques. Selon le Comité, l'enseignement supérieur explose à l'échelon mondial et est en pleine mutation : croissance du nombre d'étudiants, de l'offre de formation et du coût. Comment la France peut-elle demain jouer son rôle à l'échelle mondiale ? Comment s'appuyer sur la diversité de l'enseignement supérieur français en recherchant la synergie ?

Sophie Béjean souhaite recueillir l'avis des membres de la CGE quant à :

- ✗ la démocratisation de l'enseignement supérieur et la massification. Selon elle, si la France veut faire le pari de la société de la connaissance, il faut allier plus de démocratisation à massification
- ✗ la coordination des formations post-bac
- ✗ le besoin de qualification et de formation pour tous, tout au long de la vie
- ✗ l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Philippe Jamet : a-t-on vocation à devenir un pays de têtes pensantes et est-ce compatible avec la volonté de redressement productif ? Quid de la capacité de la StraNES à envisager les 2 scénarii ?

Sophie Béjean : la société de la connaissance et le redressement productif ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, le système est à inventer. Bertrand Monthubert note qu'aujourd'hui en France, 15 % d'une classe d'âge sont diplômés de niveau master, pour 30 % au Danemark.

Laurent Batsch, Président de l'Université Paris-Dauphine : le taux de réussite au baccalauréat n'a jamais été aussi élevé (92 % - accroissement de 20 % entre 2000 et 2012) mais a contrario, le taux d'entrée des nouveaux bacheliers à l'université ne cesse de reculer (- 9 % entre 2000 et 2012). Pour lui, le cycle Licence ne répond pas aux besoins des bacheliers et doit être clairement différencié du cycle master.

Sophie Béjean : le bénéfice de l'investissement dans l'enseignement supérieur peut-être individuel mais le marché du travail sur lequel les diplômés arrivent est mondial à un certain niveau de diplôme. Le rendement de l'investissement

doit être perçu de façon collective : les entreprises en bénéficient, le financement public n'est pas la seule solution à envisager.

Jean-Michel Blanquer, Directeur général de l'ES-SEC : la reconnaissance des diplômés à l'international est un fort point de blocage sur lequel il est urgent de travailler.

Sophie Béjean rappelle la responsabilité nationale de l'État pour stabiliser le système, rassurer et définir des critères gages de qualité.

Philippe Jamet remercie pour le niveau d'écoute et l'ouverture du débat, sur des sujets essentiels pour l'avenir de notre pays.



les 5 ans (fréquence incompatible avec la réactivité liée à l'ouverture de ces masters) et que seuls les EPSCP puissent en proposer. Les autres établissements d'enseignement supérieur (EPA, écoles consulaires et privés) devront être adossés à un EPSCP.

La CGE a demandé que, quel que soit leur statut, tous les établissements puissent créer des masters internationaux, et de façon moins contrainte que celle induite par un rythme quinquennal.

Stages en Chine

La CGE (aux côtés de la CDEFI) est intervenue auprès du ministre des Affaires étrangères pour que les difficultés d'obtention de visa pour les étudiants français effectuant un stage en Chine soient levées.

Philippe Jamet conclut par un appel à la solidarité mise à mal par le contexte politique : le morcellement des débats tend à créer des clivages de statut, de taille, etc.... Il rappelle la nécessité pour les écoles membres de la CGE de rester solidaires tant à l'échelon territorial que national et ce, quel que soit le ministère de tutelle.

[EPAs], consular and public schools) will need to be in a partnership with an EPSCP in order to do so.

The CGE requested that, whatever their status, all schools should be able to devise an International Masters' degree programme, and in a less restrictive way than the 5-year plan implies.

Internships in China

The CGE, along with the CDEFI, addressed the Minister of Foreign Affairs to request that French students' acquisition of a visa when completing an internship in China be facilitated.

Philippe Jamet concluded by calling for solidarity, which is endangered by the political situation: the fragmentation of debates creates divisions on status, size, etc. He stressed the need for member schools of the CGE to remain united both at local and national levels, whatever the supervising ministry.

Stratégie nationale de l'enseignement supérieur

Contribution de la CGE

L'article 123-1 du code de l'éducation, amendé par la loi du 22 juillet 2013, stipule qu'«une stratégie nationale de l'enseignement supérieur, comportant une programmation pluriannuelle des moyens, est élaborée et révisée tous les cinq ans sous la responsabilité du ministre chargé de l'enseignement supérieur». Un comité national, chargé d'organiser les concertations nécessaires avec l'ensemble des parties prenantes, a été installé à l'automne 2013. Il a sollicité les avis et les propositions de la CGE.

La CGE a conçu sa participation à la réflexion stratégique en cours avec fidélité aux valeurs qu'elle promet, au service d'un enseignement supérieur attractif et performant, et de ses usagers : excellence pour tous, sélectivité, ouverture, efficacité de la gouvernance, diversité et autonomie des établissements.

En préambule, la CGE a tenu à rappeler la place pour l'enseignement supérieur dans le projet national. Alors que l'élévation du niveau d'études est généralement considérée comme un gage d'employabilité accrue, les données OCDE traduisent une relation plus complexe qu'il n'y paraît entre le niveau d'accès à l'enseignement supérieur d'une classe d'âge et le taux de chômage des jeunes. Par conséquent, **une stratégie d'enseignement supérieur ne saurait se résumer à une massification ni à une course au diplôme le plus élevé**. Elle doit s'inscrire dans une approche plus globale de la formation, qu'elle soit initiale ou tout au long de la vie, qui mette au premier plan l'exigence de **réussite et de professionnalisation à tous les niveaux**.

Pour que l'accès à l'enseignement supérieur offre de réelles perspectives au plus grand nombre de jeunes, il doit s'accompagner de **plusieurs corollaires indispensables** :

- ✗ un système d'orientation des jeunes qui valorise les aspirations et les atouts de chacun dans une chaîne éducative privilégiant la **qualité de tous les parcours de formation**

- ✗ une représentation sociale des diplômes qui reconnaisse leur caractère qualifiant autant que leur valeur comme couronnement d'une réussite académique et intellectuelle

- ✗ la prise en compte "du facteur temps" dans la construction des compétences qui passe par la recherche d'un meilleur équilibre, au niveau national, entre formation initiale et formation tout au long de la vie.

Principes stratégiques fondamentaux selon la CGE

1. **Accepter la variété des talents et la diversité des compétences**
2. **Favoriser une meilleure orientation vers les filières qui recrutent, plutôt que de se fixer des objectifs stratégiques en termes de niveau de diplômes**
3. **Améliorer la qualité des qualifications initiales quel que soit le niveau de diplôme**
4. **Favoriser la "montée en gamme" régulière des compétences par le développement d'une véritable formation continue diplômante**
5. **Redonner leurs lettres de noblesse aux filières courtes.**

Pour ce faire, l'État stratège doit :

- ✗ œuvrer à l'efficacité du système éducatif dans son ensemble (l'enseignement supérieur n'étant qu'une de ses composantes)

L'État doit en particulier veiller à :

- ✗ la pertinence de l'offre de parcours et de diplômes, qui doit à la fois favoriser le développement des personnes, promouvoir l'élévation des connaissances et garantir à l'économie et à la société des compétences adaptées à leurs besoins

- ✗ l'accompagnement des étudiants vers la réussite à tous les niveaux, tout en garantissant l'égalité des chances, la sélectivité des parcours et la promotion d'une pédagogie individualisée

- ✗ la responsabilisation de toutes les parties prenantes : établissements éducatifs, éducateurs, élèves et étudiants, familles, acteurs socioéconomiques

- ✗ au développement de la formation continue diplômante et la valorisation des acquis de l'expérience

- ✗ promouvoir une vision plus équilibrée de la place de l'enseignement supérieur dans le projet éducatif de la Nation, s'appuyant notamment sur un véritable "continuum" d'excellence et de professionnalisation du secondaire au supérieur ainsi que sur un **développement des cycles supérieurs courts**

- ✗ une image positive et valorisante de tous les emplois et de tous les métiers, afin que ceux-ci ne soient pas assimilés à la résultante par défaut d'un niveau éducatif donné, mais s'inscrivent dans une perspective dynamique et alternée du couple formation/activité portée par la société dans son ensemble

- ✗ une conception plus personnalisée du rapport des citoyens à leur propre formation.

Le service public de l'éducation est la source d'un bénéfice collectif par son retour économique et social, et d'un bénéfice privé par la réussite sociale des individus et le développement des entreprises. Il justifie le **maintien d'un haut niveau d'investissement public, mais incite aussi à développer progressivement une plus juste contribution privée à son financement.**

Les propositions d'orientations stratégiques de la CGE peuvent être déclinées en objectifs à moyen et à long terme. Ces propositions reflètent le positionnement de la diversité des écoles représentées par la CGE. Cette diversité est une véritable richesse pour notre enseignement supérieur ; dans cet esprit, la **reconnaissance officielle de la CGE comme une conférence représentative au sens du Code de l'éducation nous paraît essentielle si l'on veut effectivement associer tous les acteurs à la construction d'une politique partagée.**

À moyen terme

Orientation des élèves

Refondre les paradigmes et les méthodes d'orientations des élèves puis des étudiants, en se fondant sur l'articulation d'un principe d'excellence et de valorisation des métiers à tous les niveaux avec une vision dépassant la formation initiale et intégrant la variable "temps" dans la construction des compétences et l'accès aux diplômes.

Formation

✗ **Développer les filières courtes** (bac + 2 ou 3) pour qu'à moyen terme elles représentent 60 % des diplômes du supérieur

✗ **Développer la part de diplômes du supérieur acquis par la formation tout au long de la vie (FTLV)** pour mettre en œuvre 15 à 20 % du flux annuel de diplômes en 2025

✗ **Laisser souplesse et latitude** aux établissements pour **opérer des diplômes d'établissements de qualité, en renforçant le soutien de l'État aux établissements privés sous contrat.**

International

Accueillir en 10 ans 500 000 étudiants étrangers, selon un mécanisme de financement proposé par la CGE en 2012 n'induisant aucune charge supplémentaire pour le budget de l'État et avec des bourses incitatives aux étudiants talentueux ne disposant pas

de ressources suffisantes. Ces financements devront être utilisés partiellement pour mettre à niveau nos campus, offrir les services nécessaires et financer des organismes de soutien tels que CampusFrance.

Financement

✗ Augmenter, à dix ans, d'un point de PIB les dépenses dans l'enseignement supérieur (environ vingt milliards d'euros). Son financement serait réparti en trois tiers : entre les ménages, les entreprises et l'État.

✗ Mettre en place une contribution différée des étudiants à l'issue de leurs études et une fois intégrés dans la vie active (contribution indexée sur une base d'environ un mois de salaire par année d'études supérieures associée à une défiscalisation). Dans un objectif d'efficacité et de responsabilisation des acteurs, cette contribution doit bénéficier directement aux établissements concernés.

À long terme

Pour les cinq ans à venir (2015-2020), objets des travaux du Comité, et afin d'atteindre les objectifs à long terme ci-dessus, la CGE propose :

Formation

✗ Développer les filières courtes

✗ Développer les FTLV diplômantes en tenant compte du besoin des étudiants et des entreprises

✗ Adapter les contrats de travail des apprentis de niveau 1 et 2 pour faciliter l'envoi à l'étranger en stage ou en substitution académique pendant leur formation. Garantir aux apprentis du supérieur un accès équitable aux dispositifs de mobilité européens et régionaux. Inciter à l'introduction, dans les parcours de formation des apprentis, d'une initiation à la recherche

✗ **Adopter un statut spécifique pour les années de césure de l'enseignement supérieur.**

International

✗ Prévoir un visa de travail systématique d'au moins trois ans pour les étudiants étrangers titulaires d'un diplôme inscrit au RNCP niveau 1

✗ Rétablir les modalités permettant à tous les établissements d'intérêt général (public ou privé) de délivrer des diplômes nationaux de master à vocation internationale.

Financement

✗ **Permettre aux établissements de fixer librement les droits de scolarité des étudiants étrangers, permission assortie d'un plafond à 125 % du prix de revient et d'un quota de 20 % d'étudiants étrangers dispensés de droits**

✗ **Généraliser des droits de scolarité dans le supérieur à un niveau correspondant à 10 % du prix de revient des formations (la cible à long terme étant d'un quart à un tiers), droits acquittables facialement**

✗ Mettre en place le schéma de paiement différé des droits de scolarité

✗ Sanctuariser en valeur et en affectation les 23 % de taxe d'apprentissage versés librement aux établissements par les entreprises.



Regroupements d'établissements d'enseignement supérieur

La loi n°2013-660 du 22 juillet 2013



La loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 sur l'enseignement supérieur instaure des regroupements d'établissements qui peuvent prendre la forme d'une fusion, d'une communauté d'universités et d'établissements, d'une association d'établissements à un EPSCP ou d'une combinaison de ces trois modes afin de "coordonner leur offre de formation et leur stratégie de recherche et de transfert" sur un territoire donné et sur la base d'un projet partagé. Au moment de la rédaction de cet article, les regroupements ne sont pas encore finalisés, une vingtaine de ComUE se dessinent ainsi que 4 ou 5 associations. Seules deux conventions d'associations sont adoptées et ont fait l'objet du décret correspondant. La date butoir du 22 juillet 2014 fixée par la loi pour l'approbation des statuts et des conventions a été peu respectée, des dérogations d'échéances ont été nécessaires et ont révélé la difficulté de l'exercice. Par ailleurs, **nombre de voix se sont élevées au sein de la communauté universitaire contre l'interprétation très orientée "ComUE" de la loi par l'administration de l'enseignement supérieur** et certaines d'entre elles débouchent sur une vision minimaliste du projet partagé et des structures impressionnantes.

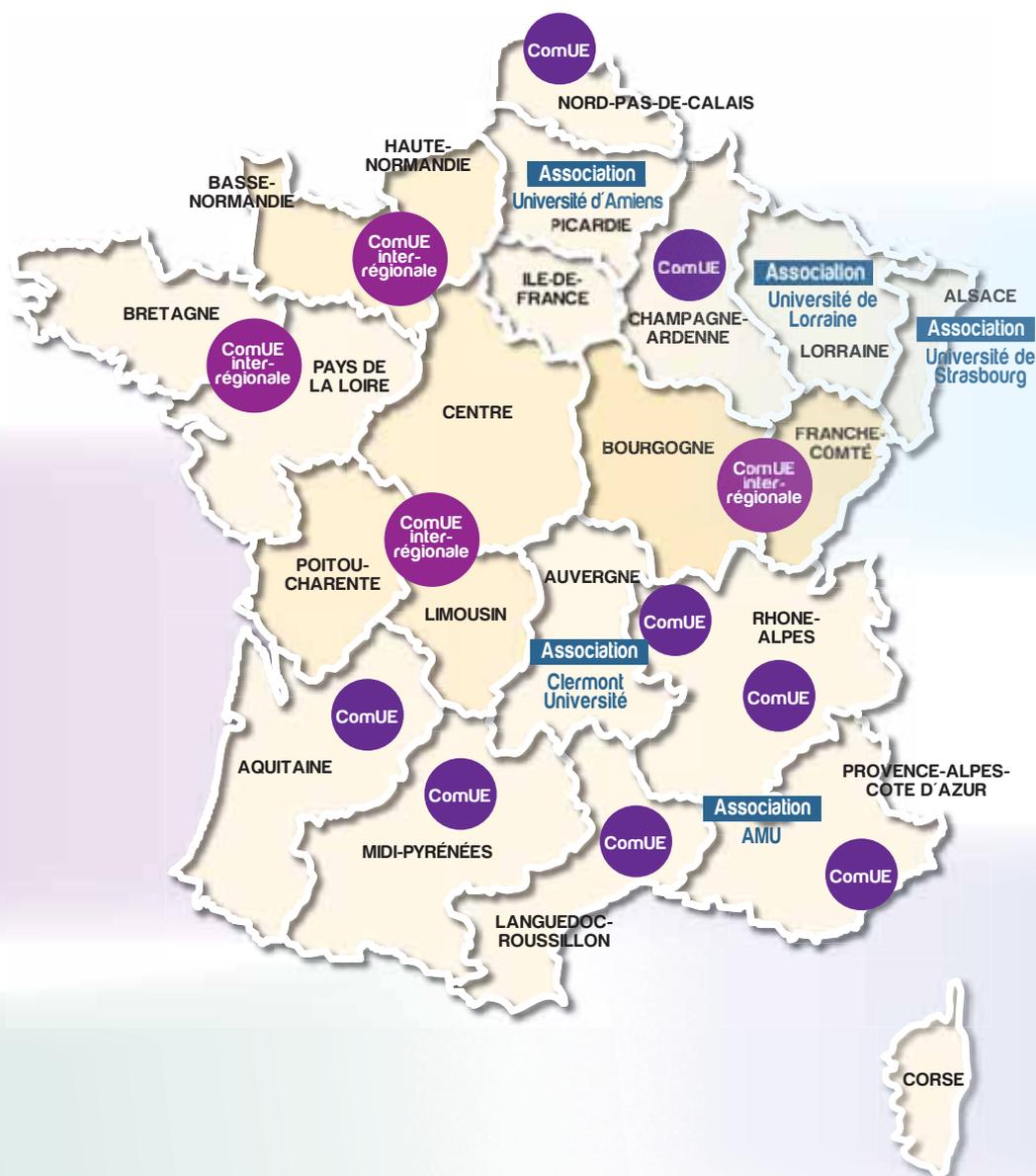
Dès la promulgation de la loi, la Conférence des grandes écoles a souhaité accompagner ses membres dans leur positionnement à l'échelle des territoires,

entités de référence pour la loi. La CGE a lancé une enquête nationale auprès des écoles et a organisé par la suite une série de séminaires en région en s'appuyant sur un échantillon de conférences régionales : La CODIGE en région Midi-Pyrénées, l'AGERA en région Rhône-Alpes, la CRGE en région Nord-Pas-de-Calais et le duo CDGEB/CDGEPdL pour la bi-région Bretagne/Pays de la Loire.

La CGE a poursuivi son observation par l'analyse des statuts des futurs regroupements. Celle-ci a débouché sur une série de notes de synthèse et de fiches "statuts" destinées en priorité aux directeurs des écoles mais aussi à l'administration et à l'échelon politique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La suite du présent document propose par conséquent un regard, à date, sur "l'avant" et le "pendant" de la rédaction des statuts des regroupements. Les contours du paysage universitaire en devenir s'y dessinent dévoilant les attentes des écoles, les risques, et, en filigrane, les opportunités suscités par les regroupements.

De l'enquête nationale de décembre 2013 aux séminaires en région du début d'année 2014 : enseignements

Globalement, en fin d'année 2013, les écoles de la CGE sont très majoritairement favorables à l'idée du collectif d'écoles, certaines sont d'ailleurs déjà engagées dans cette démarche, au sein d'instituts nationaux par exemple. 77 % d'entre elles sont disposées à participer aux regroupements instaurés par la loi de juillet 2013 avec, cependant, une condition essentielle : ces regroupements doivent se structurer autour de projets et non le contraire. Les premières versions de statuts sont sur les tables et les écoles interrogées par la CGE déclarent alors pour moitié que le processus de création des regroupements ne se déroule pas dans de bonnes conditions de travail collectif. Une partie des écoles, notamment celles sous statut associatif, ainsi que des écoles de taille intermédiaire et/ou ne délivrant pas le doctorat, ne participent pas à la rédaction des statuts. Les PRES et les IDEX semblent avoir figé les relations et ce sont peu ou prou les mêmes acteurs que l'on retrouve dans le tour de table initial en dépit de l'esprit a priori inclusif de la loi du 22 juillet.

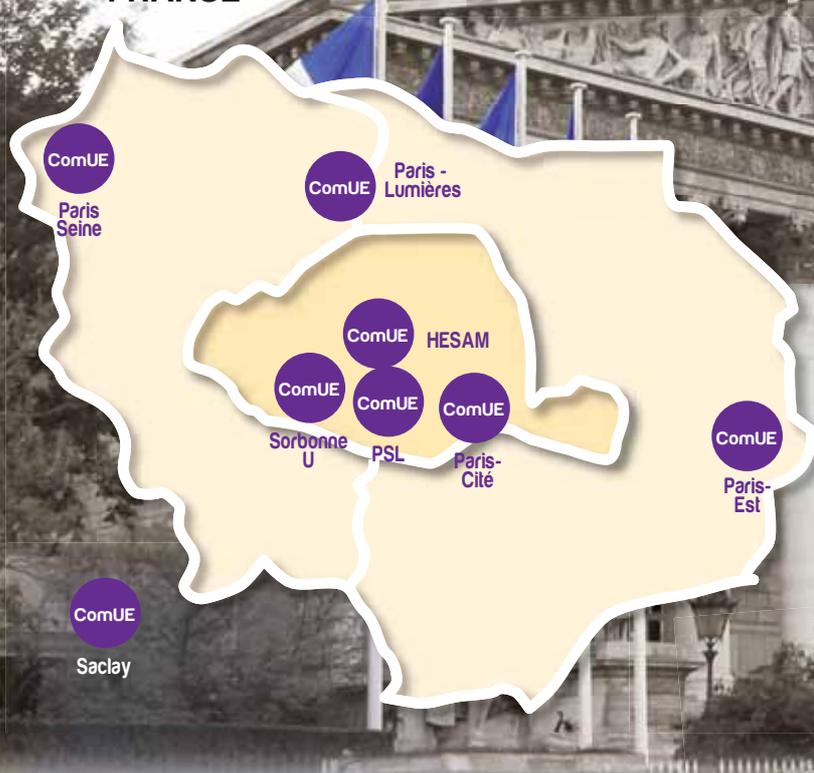


L'enquête montre aussi que beaucoup d'écoles ne maîtrisent pas encore, en décembre 2013, les termes de la loi et que leurs positions restent hétérogènes sur les regroupements. Pourtant la loi aurait pu, à ce stade, être une opportunité pour les écoles de se regrouper et d'aider à la construction d'un modèle d'enseignement supérieur bénéficiant des acquis internationalement reconnus des grandes écoles.

Les séminaires en région avaient pour objectif de créer les conditions de l'élaboration d'une position collective des écoles réunies au sein d'une conférence régionale (ou plusieurs dans le cas de la Bretagne/Pays de la Loire). Très positivement perçus par les participants, ils ont ainsi permis à toutes les écoles d'une conférence de partager leurs positions, de se mettre à niveau sur ce que la loi dit, ce qu'elle ne dit pas et de produire notamment un cahier des charges, une liste des pré-requis pour des statuts conformes aux attentes des écoles :

Pour ces écoles les statuts doivent définir *a minima* pour les regroupements :

1. une ambition (vision) claire et commune
2. les conditions du respect de la diversité des établissements et de leur autonomie de décision sur certains éléments stratégiques (délivrance de diplômes, gestion des ressources humaines.)
3. une stratégie partagée et les indicateurs de mesure de valeur ajoutée correspondants (création d'emploi, entreprises créées, insertion des étudiants, fonds levés, brevets, publications, classements...)
4. les valeurs collectives, les spécificités territoriales (attributs potentiels d'une marque)
5. Les niveaux de partage des compétences selon les niveaux croissants de coopération, coordination, mutualisation et délégation
6. des conditions d'entrée et de sortie qui ne soient pas des barrières infranchissables pour certains établissements (cotisations, types de scrutins...).



sont absentes de la très grande majorité des statuts. De même l'analyse des listes de membres et des associés des futurs regroupements confirme, dans la très grande majorité des cas, le peu d'ouverture vers des établissements qui étaient auparavant absents des PRES. Aucun des statuts ne répond de façon satisfaisante au cahier des charges défini précédemment et surtout, **les questions de forme, les périmètres des regroupements, prennent le pas sur les questions de fond, le projet partagé.**

A l'échelle nationale, les réalités sont contrastées. En région parisienne les écoles sont parties prenantes des débats, on retrouve une partie non négligeable des attentes des écoles dans les textes des statuts. A titre d'exemple, les conditions du respect de la diversité des établissements, indispensables pour les écoles, y sont mentionnées systématiquement. Dans les autres régions, les écoles ont du mal à trouver leur place dans les premiers tours de table ; les raisons sont multiples mais certaines méritent d'être mises en avant soit pour leur caractère récurrent soit pour leur caractère unitaire mais fortement symbolique. Première récurrence, notre étude des statuts confirme **qu'il y a des points communs aux établissements absents des premiers débats** : ils sont généralement de taille modeste et ne sont pas habilités à délivrer le doctorat, catégorie dans laquelle on retrouve la quasi-totalité des établissements de statut privé mais aussi beaucoup d'établissements ne relevant pas du ministère en charge de l'enseignement supérieur ; tous sont des écoles. Deuxième récurrence notable, malgré les possibilités offertes par la loi, la solidarité entre les établissements a du mal à s'exprimer lorsqu'il s'agit de participer à des regroupements. Ceci est vrai quelle que soit la taille des établissements, qu'ils soient habilités ou non à délivrer le doctorat, qu'ils soient structurés ou non en association régionale.

Au registre symbolique et avec toute la réserve qu'impose une étude fondée sur des statuts non encore votés et approuvés via le décret correspondant par le ministère en charge de l'enseignement supérieur, nous avons relevé quelques points de contradictions significatives avec l'ambition collective et inclusive de la loi. Tel ce projet de statuts qui organisait le regrou-

Pour ces écoles, les statuts doivent permettre aux regroupements :

1. d'incuber des projets "à la carte" sur les trois premiers niveaux de partage des compétences (coopération, coordination et mutualisation)
2. d'assurer la cohérence des décisions avec la stratégie
3. d'assurer la robustesse des décisions dans le temps (stabilité des personnes en situation de responsabilité)
4. d'assurer la cohérence avec les réseaux nationaux de leurs membres
5. d'assurer la cohérence avec les compétences territoriales spécialisées.

De la rédaction des premiers statuts : constats et éléments d'analyse

L'analyse d'une douzaine de projets de statuts, quelques semaines avant la date officielle d'approbation fixée par la loi du 22 juillet 2013, a confirmé tout ou partie des inquiétudes manifestées dans l'enquête de la CGE et durant les séminaires en région.

Considérés dans leur globalité, les statuts étudiés reflétaient la difficulté de l'exercice consistant à définir un projet partagé par l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur d'un territoire donné. Ainsi, **la double définition d'une ambition claire et de valeurs collectives, conditions nécessaires mais non suffisantes à l'élaboration d'un projet partagé,**

Regroupements d'établissements d'enseignement supérieur

La loi n°2013-660 du 22 juillet 2013

pement autour d'une catégorie de taille d'établissements ou cet autre projet qui **restreint la qualité de membre aux seuls établissements publics, alors même que la loi instaure justement les établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général**. Enfin plusieurs projets faisaient un usage poussé des règles d'unanimité, restreignant fortement les capacités d'action et d'évolution des regroupements concernés.

Même si une partie de ces anomalies a été corrigée, certains statuts sont bien loin du cahier des charges défini par les écoles et de la prise en compte de leur poids réel dans l'enseignement supérieur (36,4 % des diplômés de grade master). Il semble qu'**une hiérarchie implicite, fondée sur la taille, la tutelle et la capacité de recherche ait défini à ce jour le niveau d'association à la rédaction des statuts** et, dans la continuité, **la qualité de membre, d'associé, de partenaire ou d'extérieur à un regroupement**. Cette posture n'a pas facilité le travail collectif et a même eu tendance à exacerber les différences entre établissements. Seul un travail de fond nécessitant une meilleure connaissance et un respect mutuel des établissements aurait pu permettre une projection collective et la construction, dans la durée, d'un projet partagé. Pour des raisons de délais restreints, de périmètres jalousement gardés et de frilosité, les statuts ont été bien souvent construits en référence implicite ou explicite à l'existant, à des structurations dont le fonctionnement n'a pas nécessairement démontré de grandes capacités d'innovation, d'adaptation et de réactivité.

Les établissements membres de la Conférence des grandes écoles sont encore pleinement mobilisés et mobilisables pour contribuer à la constitution de ces regroupements. Ils sont soucieux que les écoles puissent apporter une vraie valeur ajoutée collective à l'organisation qui tend à se mettre en place. Ils sont néanmoins inquiets de voir que l'absence de dialogue construit entre les potentielles parties prenantes a conduit à marginaliser certains acteurs dont la valeur ajoutée aux communautés aurait été très importante. Il en est ainsi de nombre d'écoles de management ou d'établissements hors tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la

recherche. Comme cela a déjà été souligné, les écoles représentent plus de 36,4 % des diplômés de grade master et près de 34 % des doctorants. Leurs qualités sont internationalement reconnues. Leur taille intermédiaire a souvent été compensée par le développement de multiples réseaux créés tant nationalement qu'internationalement. Ainsi, les communautés auraient pu être l'occasion de valoriser encore plus leurs atouts à travers des regroupements les associant globalement autour de projets élaborés avec tous les acteurs de l'enseignement supérieur. L'émiettement des forces auquel on assiste est globalement préjudiciable à l'efficacité de l'enseignement supérieur et il serait souhaitable que les réflexions sur le projet partagé, qui était l'ambition de la loi de juillet 2013, se poursuivent en associant le maximum d'acteurs de l'enseignement supérieur, afin de profiter de la diversité qui en est jusqu'à présent une des forces.

Se priver de cette force au moment d'affronter la concurrence internationale équivaut à se priver de ses meilleurs atouts. Nul ne saurait l'envisager.



La recherche dans les grandes écoles, un levier d'innovation pour les entreprises

Research in *grandes écoles*: an innovation lever for companies

Les grandes écoles représentent 34 % des thèses soutenues en France. Le taux moyen de poursuite en thèse de leurs diplômés est de 7,5 %. Ce chiffre n'est pas très différent de la proportion nationale moyenne des diplômés des universités poursuivant en doctorat (8 à 10 %). Ce taux reste très variable d'une grande école à l'autre, du fait de débouchés sectoriels différents. Il va de quelques pourcents à plus de 50 % dans certaines spécialités (28 % à l'École Polytechnique, 40 % à Chimie ParisTech, 60 % à l'ESPCI ParisTech, 73 % dans les Écoles normales supérieures...). 47 grandes écoles sont habilitées à délivrer le doctorat en propre. Dans les autres, les doctorants sont accueillis dans des laboratoires ou équipes internes aux grandes écoles et dans les laboratoires mixtes associés à d'autres organismes.

Dans les grandes écoles, une part significative de la recherche est motivée par des applications industrielles

Dans les écoles de management et dans les écoles d'ingénieur, on constate une forte augmentation des publications dans les revues scientifiques de rang A, la croissance continue des budgets consacrés à la recherche, une hausse du nombre d'enseignants-chercheurs... Mais il faut aussi prendre en compte la spécificité de la recherche dans les grandes écoles : une part significative est motivée par des applications industrielles, c'est-à-dire réalisées avec et pour les entreprises. Cette recherche, reposant sur une culture du partenariat avec les acteurs socioéconomiques, permet un dialogue nourri entre industriels et scientifiques, des transferts de technologie, la création d'innovations... Cette recherche, parfaitement compatible avec une excellence académique de rang international, constitue un levier majeur pour le rapprochement entre l'enseignement supérieur et le monde de l'entreprise.

Deux graphiques illustrent cette grande adaptation des ingénieurs et des ingénieurs-docteurs aux besoins des entreprises. La moitié des bénéficiaires des bourses CIFRE ont une formation d'ingénieur.

Grandes écoles account for 34% of all defended theses in France. The average rate of graduates' pursuing a thesis is 7.5%. This figure is close to the average national proportion of university graduates pursuing a Ph.D., i.e. 8 to 10%. This rate varies from one school to the next due to different sector openings. It varies by a few percent in some specialisms compared with more than 50% in others - 28% in the École Polytechnique, 40% in Chimie ParisTech, 60% in ESPCI ParisTech, 73% in the École Normale Supérieure, etc. 47 of the *grandes écoles* are able to grant Ph.D degrees. In others, Ph.D. students work in laboratories or teams which are part of the *grandes écoles*, or in joint laboratories with connections to other organisations.

In the *grandes écoles*, a significant amount of research is supported by industrial applications

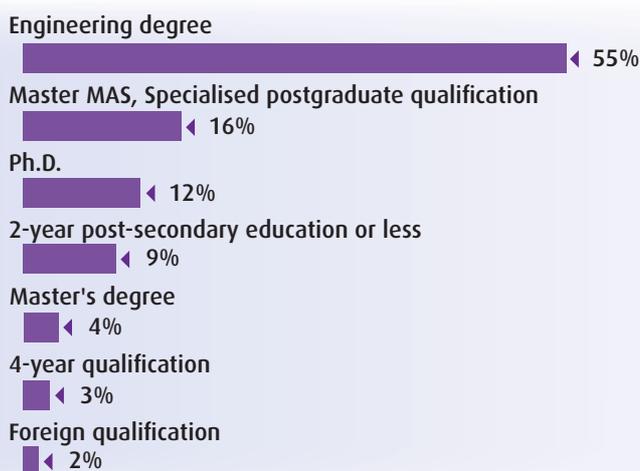
In management and engineering schools, publications in first-rank scientific journals are soaring, as well as the budgets allocated to research and the number of lecturers and researchers. The specialism of research in *grandes écoles* must also be taken into account: a significant part is motivated by industrial applications, i.e. implemented with and for companies. This research is based on a partnership culture with socioeconomic players and allows for an intense dialogue to take place between industries and scientists as well as enabling technology transfers, and the encouragement of more innovative ideas, etc. This

CIFRE grant holders' educational background

Previous qualification(s)	%
Engineering + Master's in Research	24%
Engineering alone	15%
Engineering + Master's in Teaching or other	8%
Professional Master's alone	7%
Master's in Research alone	18%
Master's in Research + Master's in Teaching	4%
Master's in Research + other	14%
Master's in Teaching + other	8%
Others	2%

Source: ANRT 2014

Highest qualification of in-company researchers in 2011 (%)

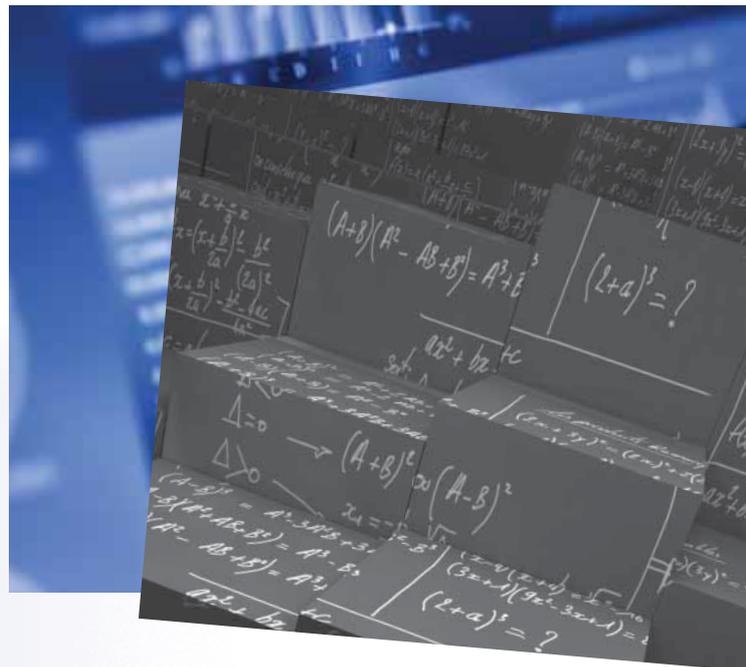


Source : MENESR-DGESIP/DGRI-SIES

Les ingénieurs sont surreprésentés parmi les bourses CIFRE et parmi les chercheurs en entreprises

Ces bourses CIFRE permettent de « favoriser le développement de la recherche partenariale publique-privée et de placer les doctorants dans des conditions d'emploi ». La proportion d'ingénieurs en CIFRE (de 47 % à 50 %) est constante depuis plusieurs années. Surreprésentés parmi les bourses CIFRE, les ingénieurs le sont également parmi les chercheurs en entreprises : « en 2011, 197 000 chercheurs ont une activité de R&D en entreprise. Cette population reste jeune, 39 ans en moyenne, et majoritairement formée en école d'ingénieur » (55 %) (L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, 2014, MENESR-DGESIP/DGRI-SIES).

Notons que les ressources issues de la recherche partenariale sont également en croissance. Le montant des contrats de recherche des écoles d'ingénieur atteint entre 550 et 580 millions d'euros en 2013 (dont plus de 29 pour Mines ParisTech, 24 pour Grenoble INP ou encore 26 pour l'École Polytechnique... <http://www.industrie-techno.com/les-100-ecoles-d-ingenieurs-les-plus-innovantes.30025>). Le nombre de brevets déposés par les écoles d'ingénieur est de plus de 2 600 depuis 2009, dont, par exemple, 251 pour l'ESPCI ParisTech, 170 pour CPE Lyon, 145 pour Toulouse INP...



research is perfectly compatible with the notion of global academic excellence; it acts as a major lever bridging higher education and the business world together.

Two charts illustrate the significant adaptations made by engineers and engineering professors to respond to companies' needs. Half of the CIFRE grant beneficiaries had an educational background in engineering.

Engineers are overrepresented among CIFRE grant holders and among company researchers.

These CIFRE grants allow for "a better development of public-private partnerships for research and Ph.D. students experiencing real-life working conditions." The proportion of CIFRE engineers – from 47% to 50% – has remained the same for several years. Engineers are **overrepresented in CIFRE grant applications, but also in company researchers' studies**: "in 2011, 197,000 researchers were involved in R&D activities in a company. These engineers are young – 39 years old on average – and **mainly trained in engineering schools**" – 55%. (L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, 2014, MENESR-DGESIP/DGRI-SIES)

It is also worth pointing out that the resources from research partnerships are increasing in number. In 2013, engineering schools' research contracts reached up to €550-580 million in value – including more than €29 million allocated to Mines ParisTech, €24 million to Grenoble INP and €26 million to the École Polytechnique, for instance. See <http://www.industrie-techno.com/les-100-ecoles-d-ingenieurs-les-plus-innovantes.30025> for further details (in French). Since 2006, the number of patents registered by engineering schools has exceeded 2,600, including for instance: 251 for ESCPI ParisTech, 170 for CPE Lyon and 145 for Toulouse INP.

Approved

Accréditation



Président :
Alain Storck

Date de création de la commission :
2007

Durant la campagne 2013/2014, ce sont près d'une cinquantaine de nouvelles formations qui ont été proposés dont 31 programmes MS et 13 programmes MSc. Ces nouvelles offres, dont plus de 80 % ont reçu un avis favorable dès le premier passage en commission, viennent renforcer la palette des labels de la CGE comprenant aujourd'hui près de 600 produits (MS, MSc et BADGE) et accueillant plus de 9 000 étudiants.

Parmi les principales évolutions récentes de cette offre de formation, on notera l'ouverture à l'international avec près de 40 MS et MSc concernés, ainsi que l'émergence de nouveaux secteurs tel que celui des données (traitement d'images, multimédia,

big data, data science et management...), celui de l'innovation (projets innovants, management de l'innovation, innovation alimentaire...) et le vaste secteur du cycle de vie et de l'optimisation énergétique des bâtiments, l'éco-ingénierie et les systèmes urbains.

Un certain nombre d'articles particulièrement positifs et élogieux ont été publiés durant les 6 derniers mois dans des grands quotidiens nationaux (Le Monde, le Figaro, les Echos, L'Express) et dans la Lettre de l'étudiant, qui ont un impact probablement très direct sur l'attractivité et la visibilité de notre offre de formation.

Des réflexions sont actuellement en cours au sein de la commission afin d'adapter l'ensemble du dispositif à l'évolution de l'environnement (impact de la révolution du numérique, de la réforme, de la formation professionnelle, re-toilettage des règlements intérieurs et des mémentos des MS et MSc, clarification du rôle du maître d'ouvrage d'une formation et de l'engagement des entreprises...).

Accreditation

Chair: **Alain Storck**

Committee created in **2007**

During the 2013/2014 campaign, around fifty new training programmes were submitted, including 31 MS and 13 MSc. These new offers, among which 80% were successful the first time they were presented to the committee, come to reinforce the palette of CGE labels - one which includes around 600 programmes as of today (MS, MSc and BADGE), while welcoming more than 9,000 students.

Among the main recent evolutions of this training offer, we can highlight the international expansion of nearly 40 MS and MSc and the emergence of new areas, such as the data area (image processing, multimedia, big data, data science and management...), the innovation area (innovative projects, management of innovation, food innovation...) as well as the vast area of the life cycle and energy optimisation of urban constructions, bioengineering and urban systems. A number of particularly positive and praising articles were published these past 6 months in major national newspapers (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Echos*, *L'Express*) and in the *Lettre de l'Etudiant*. These articles surely have had a most direct impact on the appeal and visibility of our training offers.

Ongoing discussions within the committee seek to adapt the entire system to its evolving environment (impact of the digital revolution, of educational reforms and professional training, modification of the MS and MSc's rules of procedure and handbook, clarification of training supervisors' role(s) and of the companies' commitments...).

Composition du groupe

Alain Storck

Président de la commission Accréditation / Chairman of the Accreditation Committee

Président de l'Université de technologie de Compiègne (UTC) / President of the University of Technology of Compiègne (UTC)

Les nouvelles formations accréditées



Audencia Nantes

- ✗ Stratégies marketing à l'ère digitale

CNAM

- ✗ Accompagnateur d'entrepreneurs et de dirigeants de petites organisations
- ✗ Systèmes Mécatroniques et Robotiques

École Centrale Paris

- ✗ Écologie industrielle
- ✗ Leadership - Projets innovants

École des Ponts ParisTech/EIVP

- ✗ Integrated Urban Systems

EI CESI

- ✗ Management de la Qualité, de la Sécurité & de l'Environnement (*extension à Pau*)
- ✗ Management de la Sécurité et des Risques Industriels (*extension au Mans*)
- ✗ Responsable de l'Amélioration Continue & de la Performance Industrielle (*extension à Strasbourg*)
- ✗ Responsable de l'Amélioration Continue & de la Performance Industrielle (*extension à Arras*)

EISTI

- ✗ Projet Entrepreneuriat & Ingénierie des Systèmes

ENAC

- ✗ Aircraft Life Management and Maintenance

ENM

- ✗ Eco-ingénierie - conception interdisciplinaire : sciences et techniques de la transition

ENPC - ESTP

- ✗ Conception intégrée et cycle de vie du bâtiment et des infrastructures

ENSAE ParisTech

- ✗ Actuariat
- ✗ Data Science
- ✗ Economie Appliquée
- ✗ Finance et Gestion des Risques

ENSICAEN

- ✗ Analyse et Traitement d'Image, Vidéo et Multimédia -ATRIVM-
- ✗ Leadership Projets innovants

ESC Pau

- ✗ Administration de Biens Immobiliers

ESSCA

- ✗ Mix Digital & Business Développement

ESSEC - École Polytechnique

- ✗ Leading International Industrial Projects

Grenoble EM

- ✗ Big Data : analyse, management et valorisation responsable

HEC Paris

- ✗ Management de la mode et du luxe

Mines d'Alès

- ✗ Exploitation et environnement miniers
- ✗ Sécurité Industrielle et Environnement

Mines ParisTech

- ✗ Management Industriel et Excellence Opérationnelle

Mines St Étienne

- ✗ Sécurité des Systèmes Intégrés & Applications

Supelec

- ✗ Management de Projet et Ingénierie Système



EDC Paris

- ✗ Global Luxury Brand Management

EM Lyon

- ✗ Hospitality Management

ESCP Europe

- ✗ Marketing and Digital Media (Madrid)
- ✗ International Strategy and Consulting (Madrid)

ESG Management School

- ✗ Data Management
- ✗ Management by Design

ESTIA

- ✗ Complex Product Design

IESEG

- ✗ Accounting
- ✗ Business Analysis and Consulting
- ✗ Digital Marketing and CRM
- ✗ Finance

KEDGE Business School

- ✗ Purchasing & Innovation management

Oniris

- ✗ Food Innov : Management interculturel et collaboratif de l'innovation alimentaire



École du Val de Grâce

- ✗ Brevet supérieur de médecine aéronautique

EM Normandie

- ✗ Développement et accompagnement territorial

EM Strasbourg

- ✗ Manager d'entreprises artisanales

ESA

- ✗ Qualification Opérationnelle en Santé des Armées

LaSalle Beauvais

- ✗ Conduite de projet RSE

Amont



Président :
Hervé Biauasser

Date de création de la commission :
1980

La commission Amont est une commission ouverte : elle rassemble des représentants des grandes écoles, des associations de professeurs de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), des proviseurs, des inspecteurs généraux, des directeurs de concours, des représentants des ministères concernés...

Depuis la rentrée 2013, elle suit attentivement plusieurs réformes en cours :

- **la réforme du lycée** (avec l'évaluation et le comportement des nouveaux bacheliers, les risques de fortes disparités dans les lycées en matière d'enseignement scientifique, notamment en physique)
- **la réforme des programmes de CPGE** (notamment la mise en place de l'enseignement de l'informatique pour tous en CPGE scientifiques)
- La rédaction d'une synthèse sur ces deux questions et les points de vigilance est en cours.

La commission Amont est également attentive aux enjeux et **conséquences de la Loi Enseignement supérieur et recherche du 22 juillet 2013** sur les CPGE :

- l'envoi des "meilleurs élèves en CPGE"
- le projet de convention des CPGE avec les EPSCP
- les frais de scolarité en CPGE
- mais aussi le statut des professeurs de CPGE.

La commission a réalisé son traditionnel bilan des admissions 2013, pour toutes les catégories de grandes écoles.

Les groupes de travail continuent leurs réflexions :

Le groupe **Filières technologiques** a présenté la synthèse de ses travaux et émis de nombreuses propositions intéressantes, notamment en matière d'orientation.

Le groupe **Attractivité des filières scientifiques** a créé son site Internet, pour réaliser l'inventaire des bonnes pratiques dans ce domaine et renforcer les opérations de promotion des filières scientifiques qui ont fait leurs preuves. Une réflexion est engagée sur, par exemple, les films et les MOOC à développer pour combattre les stéréotypes.

Upstream

Chair: **Hervé Biauasser**

Committee created in **1980**

The Upstream Committee is an open committee: it brings together *grandes écoles* representatives, faculty associations in preparatory schools, high school principals, education inspectors, competitive entrance exams directors, representatives of the ministries in question, etc.

Since the start of the school year in September 2013, the committee has been following several ongoing reforms:

- **Reform within secondary schools**, with the assessment and the behaviour of the *bacheliers* – the most recent graduates of the *baccalauréat* – the risks of high discrepancy among schools when it comes to scientific education, especially in physics
- **Reform within preparatory classes**, especially the implementation of IT education for all scientific preparatory class students
- A report is being written on these two points and on the main areas to be monitored.

The Upstream Committee is also monitoring the challenges and **consequences of the 22nd July 2013 Higher Education and Research Law** on preparatory classes:

- the sending of the "best students to preparatory classes"
- the agreement plan between preparatory classes and EPSCP
- the paying of tuition fees in preparatory classes
- the status of faculty in preparatory classes.

The Upstream Committee has drawn up its traditional appraisal of the 2013 admissions, for all *grandes écoles* categories.

The working groups continue with their discussions:

The **Technological Degree Programmes group** has presented a report on its findings and suggested many interesting ideas, most notably in terms of study options.

The **Attractiveness of Scientific Studies group** has created its own website listing best practices in this domain and reinforcing methods for promoting scientific studies, which have proven efficient. For instance, thought was given to films and MOOCs to be developed, with the aim of fighting stereotypes.

Composition du groupe

Hervé Biauasser

Vice-président de la CGE / Vice-President of the CGE,
Président de la commission Amont / Chairman of the Upstream Committee,
Directeur de l'École Centrale Paris et de l'École supérieure d'électricité (Supélec) / Director of École Centrale Paris and of École Supérieure d'Electricité (Supélec)

GRUPE ATTRACTIVITÉ DES FILIÈRES SCIENTIFIQUES / ATTRACTIVENESS OF SCIENTIFIC STUDIES GROUP

Animateur / Organiser : Bruno Jeauffroy (UPS)

GRUPE FILIÈRES TECHNOLOGIQUES / TECHNOLOGICAL DEGREE PROGRAMMES GROUP

Animateurs / Organisers : Marc Bonnet (ENSCM) et Sébastien Gergadier (UPSTI).

GRUPE LIESSÉ / LIESSÉ GROUP

Animateurs / Organisers : Patrick Boucher (SUPELEC) et Maurice Charbit (TELECOM ParisTech)

GRUPE FORMATIONS POSTBAC (RÉFORME DU LYCÉE ET ÉCOLES EN 5 ANS) / POST-BAC SCHOOLS GROUP - SCHOOLS WITH A 5-YEAR CORE CURRICULUM GROUP

Animateurs / Organisers : Michel Bouchaud (APLCPGE) et Yves Jayet (INSA Lyon)

Downstream

Chair: **Bernard Ramanantsoa**
Committee created in **2001**

On several occasions throughout the 2013-2014 academic year, the Downstream Committee met to carry out the annual survey on the employability of graduate students. This year, its work was once again productive:

Indeed, the survey on employability has seen an increase in the number of usable responses from schools, despite a slight decrease in the response rate due to the arrival of new eligible members* within the CGE. The survey is customised every year in order to meet the following goals:

- national institutional obligations (ministries, CTI, etc.)
- local or regional needs
- evolution of society
- the media.

The presentation of the survey for the current year was improved. The data are displayed as a 10-year series in the main document, in order to make it easier to read the charts and guarantee consistency between the statistics. The data history is stored and is attached to the main document.

In these turbulent times, it is increasingly important for schools to understand and add value to the academic achievements of their graduates, thus making their employability an easier and smoother process. Some indicators of the 22nd survey on the employability of recent graduates from member schools of the *Conférence des grandes écoles* indicate a slight decrease for this year.

Finally, at the beginning of the 2013 academic year, we welcomed Véronique Guyon who replaced Gilles Grenèche when the latter left ENSAI. The Downstream Committee wishes to thank him for the quality of his work through the course of these years.

*Schools established in France, in which students are not considered as civil servants.



Président :
Bernard Ramanantsoa

Date de création de la commission :
2001

La commission Aval s'est réunie à plusieurs reprises, tout au long de l'année universitaire pour réaliser l'enquête sur l'insertion des diplômés. Cette année encore les travaux ont été fructueux :

L'enquête Insertion a encore connu une hausse des réponses exploitables en dépit d'une légère baisse du taux de réponse des écoles due à l'arrivée de nouveaux membres éligibles* au sein de la CGE. La personnalisation des questionnaires d'année en année répond à plusieurs objectifs :

- les obligations nationales institutionnelles (ministères, CTI, etc.)
- les besoins locaux ou régionaux
- les évolutions sociétales
- la presse.

Une amélioration de présentation a été apportée à l'enquête de cette année, les don-

nées sont présentées en séries de 10 ans dans le document principal afin de faciliter la lecture des graphiques et d'assurer une cohérence entre les séries statistiques. L'historique des données est conservé et disponible maintenant en annexe du document principal.

En ces périodes de fortes turbulences, il est de plus en plus important aujourd'hui pour une école de connaître et de valoriser le parcours de ses diplômés et de faciliter ainsi leur insertion professionnelle. Les résultats de la vingt-deuxième enquête portant sur l'insertion des jeunes diplômés des écoles membres de la Conférence des grandes écoles décrivent une année en légère baisse sur certains indicateurs.

Enfin, à la rentrée 2013, nous avons souhaité la bienvenue à Véronique Guyon en remplacement de Gilles Grenèche, qui a quitté l'ENSAI. La commission Aval adresse ses remerciements à ce dernier pour la qualité du travail fourni pendant toutes ces années.

* Écoles implantées sur le territoire français et dont les étudiants n'ont pas le statut de fonctionnaire

Aval

Composition du groupe

Bernard Ramanantsoa

Président de la commission Aval / Chairman of the Downstream Committee
Directeur général du groupe HEC / General director of HEC Group

GROUPE ENQUÊTE INSERTION / EMPLOYABILITY SURVEY GROUP

Animatrice / Organiser : **Véronique Guyon (ENSAI)**

GROUPE STAGES (COMMUN AVEC LA COMMISSION FORMATION) / WORK PLACEMENT GROUP (SHARED WITH THE EDUCATION COMMITTEE)

Animatrice / Organiser : **Claudine de Vaux-Bidon (ESME)**

Le Chapitre des écoles de management

Management Schools Chapter

Chair: **Loïck Roche**

Committee created in 1986



Président :
Loïck Roche

Date de création de la commission :
1986

L'élection des nouveaux président et vice-présidents du Chapitre, qui succèdent à Bernard Belletante et Francis Bécard, a été avancée en mai afin de permettre à la nouvelle équipe d'être en place dès le début de l'année universitaire. Loïck Roche (Président), Francis Bécard et Jacques Igalens (Vice-présidents) ont été élus à l'unanimité des votants.

Le groupe **Recherche** a actualisé son enquête et en a présenté les résultats lors de l'AG du Chapitre en octobre 2014. Il a par ailleurs mis en place une base de données relative à la recherche dans les écoles de management.

Les membres du groupe **Relations Entreprises** se sont réunis pour la première fois hors de France : les XXVII^{es} rencontres se sont déroulées sur le thème de l'international, les 22 et 23 mai 2014 sur le campus de Toulouse BS à Barcelone.

Le groupe **Relations internationales** se réunit sur les aspects réglementaires liés à l'international. Il s'intéresse particulièrement aux problèmes que peuvent rencontrer les étudiants français lors d'un départ ou d'un séjour à l'étranger et travaille en étroite collaboration avec la commission internationale de la CGE.

Le groupe réfléchit par ailleurs aux enjeux liés à l'internationalisation de l'enseignement supérieur en gestion et en management.

Le groupe **Entrepreneuriat** a fusionné avec celui de la commission Formation. Il a abordé cette année le statut étudiant entrepreneur et le projet PEPITE. Un sous-groupe Incubation a été créé. Les trois principaux sujets d'actualité du groupe Amont-concours ont été la place dans les concours des candidats qui cubent, l'élaboration d'une procédure Sigem pour AST et le recrutement d'étudiants issus des filières littéraires.

Le groupe **Qualité-Accréditations internationales** s'est réuni toutes les huit semaines. Outre l'échange de bonnes pratiques, un des principaux points abordés a été l'élaboration de fiches pour le European Affinity Group (EAG).

Le groupe **Ouverture sociale** a lancé une enquête auprès des écoles de management afin de déterminer les enjeux spécifiques à ces écoles. Une première réunion a eu lieu en février.

Le groupe **Développement durable**, qui a rejoint la commission Développement durable de la CGE, est en cours de discussion avec la CEFDG afin qu'elle intègre le plan vert dans ses critères d'évaluation.

Une action de promotion des écoles de management membres du Chapitre a été mise en place avec le Figaro.fr. Les logos de toutes les écoles membres figurent sur les sites lefigaro.fr et kelformation.com et des liens renvoient sur les pages de chaque école via le site de la CGE.

Composition du groupe

Loïck Roche

Président / Chairman, Directeur général de Grenoble École de Management / General Director of Grenoble École de Management

Francis Bécard : Vice-président / Vice-chairman, Directeur Général du Groupe ESC Troyes / General Director of ESC Troyes Group

Jacques Igalens : Vice-président / Vice-chairman, Directeur de Toulouse Business School / Director of Toulouse Business School.

Le Conseil du Chapitre / Chapter Board : Isabelle Barth (EM Strasbourg), Francis Bécard (Groupe ESC Troyes), Jean-Michel Blanquer (ESSEC), Jérôme Caby (ICN BS), Alice Guilhon (Skema BS), Jacques Igalens (Toulouse BS), Catherine Lespine (INSEEC), Eloi Peyrache (HEC Paris), Loïck Roche (GEM), Franck Vidal (Audencia)

GROUPE AMONT / CONCOURS / UPSTREAM / COMPETITIVE EXAMINATIONS GROUP

Animateur / Organiser : Jacques Chaniol (INSEEC)

GROUPE INNOVATIONS PÉDAGOGIQUES / EDUCATIONAL INNOVATIONS GROUP

Animateur / Organiser : Jean-Christophe Hauguel (EM Normandie)

GROUPE QUALITÉ / ACCRÉDITATIONS INTERNATIONALES / QUALITY / INTERNATIONAL ACCREDITATIONS GROUP

Animatrices / Organisers : Julie Perrin-Halo (Grenoble EM) & Florence Lesavre (Audencia)

GROUPE RECHERCHE / RESEARCH GROUP

Animateur / Organiser : Tamym Abdessemed (ICN Business School)

GROUPE RELATIONS ENTREPRISES / CORPORATE RELATIONS GROUP

Animateur / Organiser : Paul Lauriac (Toulouse Business School)

The election of the new Chairman and Vice-chairman, succeeding Bernard Belletante and Francis Bécard, took place in May for the new team to be put in place before the beginning of the academic year. Within this new unanimously elected team: Loïck Roche (Chairman), Francis Bécard and Jacques Igalens (Vice-chairmen).

The **Research group** updated their survey: the results will be presented in October 2014 at the Chapter General Assembly. The group also set up a database relating to research in management schools.

The **Corporate Relations group** met for the first time beyond French borders: the 27th meeting took place on May 22nd - 23rd, 2014 on the campus of Toulouse BS in Barcelona, and dealt with the issue of international corporate relations.

The **International Relations group** deals with global regulatory aspects and especially the problems French students may face when going abroad. This group is working in close collaboration with the International Relations Committee of the CGE. Moreover, the group has been discussing the challenges related to the internationalisation of higher education in the management field.

The **Entrepreneurship group** merged with that of the Education Committee. It dealt with the status of student entrepreneurs and was in charge of the PEPITE. An "Incubation" subgroup was also created.

The **Upstream/Competitive Examinations group** tackled the issue of: the positions held by candidates doing a 3rd year of preparatory classes (instead of 2) in examinations, the setting of a SIGEM procedure for admissions based on application files (AST) and the recruitment of literature students.

The **Quality/International Accreditations group** met every 8 weeks to discuss the drafting of information sheets for the EAG.

The **Social Diversity group** met for the first time February 2014: they have started surveying management schools to determine their specific challenges.

The **Sustainable Development group**, which joined the Sustainable Development Committee, is discussing with the CEFDG whether it will include the green plan in its assessment criteria.

A campaign to promote Chapter member schools was launched with *leFigaro.fr*. All member schools' logos appear on the *leFigaro.fr* and *kelformation.com* with links redirecting users to each school's page via the CGE website.

Communications

Chairperson **Sophie Commereuc**
Committee created in **1987**

Communication

2013 - A year of strengthening and developing new tools and actions to continuously promote the CGE.

The Grenoble Seminar

154 heads of schools and CGE members took part in the seminar hosted by Grenoble EM and Grenoble INP on October 10th and 11th, 2013. Discussion revolved around the themes of "Grandes écoles: innovating and creating value".

The CGE website open to entrepreneurship

With a preface by Francis Bécard, an "entrepreneurship" page was opened on the website. It presents startup companies created by our students and highlights the tight relationships between companies and the *grandes écoles*.

New tools: creation of a new newsletter

CGE-News: a newsletter restricted to members and presented like an almanac - short and condensed newflashes on the positions of the CGE and its main actions.

And finally, the well-known **GrandAngle**, a fundamental mass communication tool distributed to 25,000 subscribers, which reflects our schools' diversity.

Twitter

The CGE has been more active on Twitter: with this online "tweeting" tool, the CGE can communicate instantly with students and share links to press releases and columns as well as to **GrandAngle**, with retweets continuously helping in increasing its visibility.

Media relations since September 2013

Birth of e-news: a newsletter designed for the press which acts as a reminder of *grandes écoles* and CGE basics.

About twenty press releases and columns were issued, about a hundred interviews with various spokespersons, along with face-to-face meetings on major news topics.

Survey publications and press conferences

· March 18th, 2014: the 2013 Mobility Survey was released in the course of a press campaign on the brain drain phenomenon. It was the perfect opportunity to discuss international mobility. The survey was followed by a press conference that generated many interviews and positive press coverage.

· June 17th, 2014: the 2013 Employability Survey was presented at a press conference, which has become a yearly rendez-vous highly anticipated by the press. A record was reached this year with 23 attendees (compared to 16 in 2013).

There were more than 400 media actions (compared to 340 last year) i.e. an 18% increase, mostly in terms of online press (62%) but also printed press (35%). The specialised press (51%) and mainstream press (49%) are equally interested in the CGE.

Headlines echoed by the press

The Employability Survey, the Mobility Survey and internationalisation, Master's degrees and post-master Master's degrees, MBA, Accreditation, Social Diversity / Disability / Gender Equality; political news: apprenticeship tax, internship law, *ComUE*...



Présidente :
**Sophie
Commereuc**

Date de
création de la
commission :
1987

2013-2014, une année de consolidation et de développement de nouveaux outils et des actions en continu pour promouvoir la CGE et ses membres.

Le Séminaire de Grenoble

Accueillis par Grenoble EM et Grenoble INP sur le thème "Les grandes écoles : innovation et création de valeur", 154 directeurs d'écoles et membres de la CGE ont participé aux travaux du séminaire, les 10 et 11 octobre 2013.

Ce séminaire a permis d'échanger autour du rôle central des grandes écoles dans le processus d'innovation, à travers la formation, la recherche et les partenariats institutionnels (voir page 8).

Le site internet de la CGE ouvert à l'entrepreneuriat

Préfacée par Francis Bécard, une rubrique "entrepreneuriat" a été ouverte sur le site, présentant les entreprises créées par nos étudiants. Elle met l'accent sur les liens étroits qui existent entre l'entreprise et les grandes écoles, ainsi que sur le dynamisme et la créativité de nos étudiants.

Les nouveaux outils : création d'une nouvelle lettre d'information

CGE-News, une nouvelle lettre d'information adressée aux directeurs d'établissement et construite comme une éphéméride: des brèves, sous une forme très condensée, pour une lecture facile et rapide, donnant les prises de position et les principales actions de la CGE.

Et bien sûr toujours **GrandAngle**, outil essentiel de communication large avec 25 000 abonnés, porteur de la diversité de nos écoles, des valeurs de la CGE et de ses actions.

Twitter

La CGE est plus active sur Twitter, notamment depuis décembre 2013. Cela lui permet de communiquer directement vers des étudiants et de relayer des liens vers des communiqués de presse et tribunes, ainsi que vers **GrandAngle**, qui, par le jeu des retweets, démultiplie les occasions d'être lu.

Relations presse depuis septembre 2013

Création de e-news : une nouvelle lettre mensuelle destinée à la presse, pour réaffirmer les fondamentaux des grandes écoles et de la CGE.

Une vingtaine de communiqués de presse diffusés, des tribunes, une centaine d'interviews avec différents porte-parole, des rencontres en face-à-face sur de grands sujets d'actualité.

Publications des enquêtes et tenue de 2 conférences de presse

- 18 mars 2014 : l'enquête mobilité 2013 a été publiée au beau milieu d'une campagne de presse titrant sur la fuite des cerveaux. Occasion de communiquer sur l'international, cette parution a été pour la première fois adossée à une conférence de presse qui a suscité beaucoup d'interviews et d'articles aux titres généralement positifs.

- 17 juin 2014 : l'enquête insertion 2014 a été présentée lors d'une conférence de presse, très attendue. Affluence record cette année, 23 journalistes ont assisté à cette conférence (16 pour 2013).

Des actions presse qui ont généré plus de 400 retombées (contre 340 l'an passé) soit 18 % d'augmentation, plutôt dans la presse en ligne (62 %) mais aussi en presse papier (35 %). La CGE suscite de façon équivalente l'intérêt de la presse spécialisée (51 %) et de la presse généraliste (49 %).

Les grands sujets repris par la presse

L'enquête insertion, l'enquête mobilité et l'internationalisation, les masters et Mastères, MBA, Accréditations, l'Ouverture sociale / Le Handicap / l'égalité femmes-hommes ; les actualités politiques : taxe d'apprentissage, loi sur les stages, *ComUE*...

Composition du groupe

Sophie Commereuc

Présidente de la commission Communication / Chairperson of the Communication Committee

Directrice de l'ENSC Clermont-Ferrand / Director of ENSC Clermont-Ferrand

Développement durable

Sustainable Development

Chairperson: **Anne Beauval**
Committee created in **2010**



Présidente :
Anne Beauval

Date de
création de la
commission :
2010

La stratégie de la commission Développement durable vise un objectif principal : la formation par ses membres de professionnels responsables. Pour cela elle accompagne les démarches de responsabilité sociétale des établissements de la CGE, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi Grenelle 1, des stratégies nationales et des conférences environnementales.

La CGE et la CPU poursuivent leur partenariat commencé en 2011 à travers plusieurs groupes de travail communs. Le premier, chargé de **l'évolution du référentiel Plan Vert**, a élaboré des indicateurs et des documents communs à fournir par les établissements dans le cadre de leur auto-évaluation. Le deuxième travaille sur un **référentiel de compétences** transversales et multidisciplinaires et porte pour la France le test international des connaissances liées au développement durable "the sustainability literacy test" lancé en avril 2014. La CGE et la CPU participent également conjointement au Conseil national sur la transition écologique et à la Conférence environnementale.

La CGE apporte son soutien à **l'initiative d'une vingtaine d'universités et d'écoles volontaires** pour construire et tester un **label DD&RS** qui sera lancé officiellement en début d'année 2015 et se félicite de la prise en compte de critères de développement durable par la Commission des Titres d'Ingénieur et EQUIS dans leurs référentiels d'habilitation/accréditation. La commission souligne également le dynamisme de son groupe **Mutualisation et partages d'expériences**, dont le point d'orgue annuel reste l'organisation des R²D² (cf page 39).

Dans la continuité de la convention signée le 13 février 2014 avec la MILDECA, le groupe de travail **Lutte contre les conduites addictives** a été rattaché à la commission Développement durable. Il s'est réuni à nouveau en mai et prépare son programme de travail pour 2015, incluant l'organisation d'une journée annuelle CGE/CDEFI/BNEI.

Sur le plan international, la CGE et la CPU présenteront leurs travaux sur les compétences au sommet de l'UNESCO, qui se déroulera en novembre 2014 à Nagoya.

L'ensemble de ces outils opérationnels et de ces actions d'animation et d'influence permettra aux établissements de la CGE d'installer un cercle vertueux du type "déployer, valoriser et capitaliser" au service de leur responsabilité sociétale. L'année 2015 devrait être une année charnière pour la concrétisation de cette dynamique.

The Sustainable Development Committee aims at training responsible professionals. To achieve this, its members take care of the corporate social responsibility formalities for CGE schools, especially as part of the implementation of the provisions of the Grenelle 1 law, national strategies and environmental conferences.

The CGE and the CPU have been in a partnership since 2011, a partnership nourished by the achievements of its various common working groups. The first one focuses on the **evolution of the Green Plan Reference System** and established common indicators and documents to be provided by schools as part of their self-assessment. The second one works on a **reference system** for cross-disciplinary skills, and carries out the international knowledge test on sustainable development in France, called "the sustainability literacy test", launched in April 2014. The CGE and the CPU are also taking part in the National Council on Ecological Transition and in the Environmental Conference.

The CGE supports the initiative of about **twenty volunteer schools and universities** to build and test a **DD&RS label**, which will be officially launched at the beginning of 2015. It is proud to see that sustainable development criteria are being integrated by the CTI and the EQUIS label into their accreditation reference systems. The committee also points out to the dynamism of its group **Sharing experiences**: its defining moment remains the organization of the R²D² seminar (see page 39).

As a result of the agreement signed on February 13th, 2014 with the MILDECA (Inter-Ministerial Mission for Combating Drugs and Addictive Behaviours), the **Fight Against Addictions working group (LUCA)** was included in the Sustainable Development Committee at the beginning of 2014. The group met again in May and is planning its work programme for 2015, one which will include the organisation of an annual CGE/CDEFI/BNEI (National Bureau of Engineering Students) meeting.

At an international level, the CGE and the CPU will attend the Nagoya UNESCO summit in November 2014 to present their work on skills.

All these operational tools, along with these promotional and influential actions, will allow the CGE schools to create a virtuous circle of the type "develop, add value and capitalise", one which will benefit their social responsibility. 2015 should be a pivotal year in the process of materialising this circle.

Composition du groupe

Anne Beauval

Présidente de la commission Développement durable / Chairperson of the Sustainable Development Committee, Directrice des Mines Nantes / Director of Mines Nantes
Comité de pilotage / Steering Committee: Anne Beauval (Mines Nantes), Jean Christophe Carteron (KEDGE BS), Jacques Brégeon (CHEDD), Bernard Lemoult (Mines Nantes), Christian Brodhag (Mines St Etienne), Rosanne Carlier (SKEMA), Franck Chauvin (ISA Lille), Philippe Caron (LaSalle Beauvais), Agnès Kerecki (ESSEC).

GRUPE ACCOMPAGNEMENT / SUPPORT GROUP

Animateurs / Organisers : Philippe Caron (LaSalle Beauvais), Nathalie Corade (Bordeaux Sciences Agro)

GRUPE COMPÉTENCES (COMMUN CGE/CPU) / SKILLS GROUP

Animatrice / Organiser : Agnès Kerecki (ESSEC)

GRUPE LUCA - LUTTE CONTRE LES COMPORTEMENTS ADDICTIFS / LUCA - FIGHT AGAINST ADDICTIONS GROUP

GRUPE RÉFÉRENTIEL (COMMUN CGE/CPU) / GUIDELINES GROUP (SHARED CGE/CPU)

Animateur pour la CGE / Organiser for the CGE : Franck Chauvin (ISA Lille)

GRUPE RELATIONS INTERNATIONALES (COMMUN CGE/CPU) / INTERNATIONAL RELATIONS GROUP

Animateur pour la CGE / Organiser for the CGE : Jean Christophe Carteron (KEDGE BS)

Diversity

Chairperson: **Pascale Ribon**
Committee created in **2007**

Social Diversity Group

Every 2 months, 80 people (from schools, universities, secondary schools offering preparatory classes, local education authorities and the ACSE) exchange views on successful initiatives and good practices. They discuss the assessment of the "cordées de la réussite" and the evolution of social diversity in schools, recruitment, personal and financial support, promotion of students' commitment to social causes, the link between secondary and higher education and the conditions for building successful partnerships between secondary schools and universities.

The annual seminar - Reims, 3rd/4th of July - aimed at building a common reference point for the *grandes écoles'* social impact on diversity and equal opportunities.

The group takes part in external events (conferences, parliamentary hearings, and hearings of the ESEC) and works in close collaboration with public authorities.

Disability Group

The speakers invited to the meetings presented the **support in education for integration in the professional world** (CED Hanploi, Tremplin), the **Management and Disability Certificate** (Grenoble EM), the "dys" (Fédération française des Dys), and the **French alternating job-study programme** (AGEFIPH).

The group is part of the **French Interdepartmental Committee for Disability**: it followed its guidelines by working on **access to grandes écoles' competitive entrance examinations**, by adapting the TOEIC-TOEFL exams to students with disabilities, and by writing up a **CGE Practical Guide - the CPU's Support guide for students with disabilities** tailored to the *grandes écoles* model.

The CGE and **Hanploi.com** organised 13 training days for the disability referees and signed an agreement to make this collaboration official. The CGE has expertise in the "Training and Employment" category of the ORCIP Prize for Economic Actors and Disability. In the 2013 edition of the *Officiel du handicap* publication, 20 pages were dedicated to the CGE and its member schools.

Gender Equality Group

About a hundred schools have subscribed to the charter signed in 2013 and nominated a referee.

On referees' day - September 19th - *grandes écoles*, companies and local authorities gathered as the MIPADI presented its objectives - to work out the referee's status and an equality barometer - two subjects already examined by the Gender Equality Group. Among the projects drawn up: an equality barometer which takes stock of the current situation in the *grandes écoles* as well as equality progression, a "referee" mission form distributed to set boundaries and promote this activity within the *grandes écoles*, and a video on the gender approach which has been published on the CGE intranet to support referees in their efforts to raise awareness.

The group is part of COMEGAL, the Ministry for Higher Education and Research's Equality Committee. Actions promoting equality are now falling under the scope of contract agreements between higher education institutions and public authorities. Female entrepreneurship has been improving thanks to "PEPITE". Activities in this domain will be listed in the equality barometer.



Présidente :
Pascale Ribon

Date de
création de la
commission :
2007

Groupe Ouverture sociale

Tous les 2 mois 80 personnes (écoles, universités, lycées à CPGE, associations, ministères, rectorats, Acsé) échangent sur les initiatives réussies et les bonnes pratiques. Les sujets abordés ont été l'évaluation des cordées de la réussite, l'évolution de la diversité sociale dans les écoles (recrutements, publics pouvant être accompagnés, aides au financement, valorisation de l'engagement des étudiants dans des actions sociétales, liaison secondaire-supérieur et conditions de partenariats réussis entre un lycée et un établissement d'enseignement supérieur. Le séminaire annuel (Reims, 3-4 juillet) avait l'objectif de construire un référentiel commun d'indicateurs de l'impact social des grandes écoles dans la diversité et l'égalité des chances.

Le groupe participe à des manifestations extérieures (colloques, auditions parlementaires, audition par le CESE) et travaille étroitement avec les pouvoirs publics.

Groupe Handicap

Les intervenants invités aux réunions ont présenté l'accompagnement dans les études pour l'insertion professionnelle (CED Hanploi, Tremplin), le certificat Management et handicap (Grenoble EM), les Dys (Fédération française des Dys), l'alternance (AGEFIPH).

Le groupe participe au **Comité interministériel du handicap**, dont il a suivi les orientations en travaillant sur **l'accessibilité des concours aux grandes**

Diversité

écoles, l'adaptation des épreuves de TOEIC-TOEFL aux personnes en situation de handicap, un **guide pratique de la CGE** (adaptation aux grandes écoles du Guide de l'accompagnement de l'étudiant handicapé de la CPU).

La CGE et **Hanploi.com** ont organisé 13 journées de formation pour les référents Handicap et ont signé une convention pour formaliser cette coopération. La CGE est expert dans la catégorie "formation et emploi" du **Prix OCIRP Acteurs Économiques & Handicap**. Dans l'édition 2013 de l'Officiel du handicap, 20 pages sont consacrées à la CGE et aux écoles.

Groupe Égalité femmes-hommes

Une centaine d'écoles de la CGE ont adhéré à la charte signée en 2013 et nommé un référent.

La **journée des référents** (19 septembre) a réuni écoles, entreprises et pouvoirs publics. La présentation par la MIPADI de ses objectifs (élaboration du statut du référent et d'un baromètre de l'égalité) a permis de constater l'adéquation des travaux du groupe, lequel a réalisé un **baromètre de l'égalité**, qui permettra un état des lieux dans les écoles et un suivi de la progression de l'égalité, une **fiche de mission "référent"**, diffusée pour cadrer et valoriser cette activité au sein des écoles, une **vidéo sur l'approche du genre**, mise en ligne sur l'intranet de la CGE pour soutenir les référents dans leurs actions de sensibilisation.

Le **groupe participe au COMEGAL (Comité égalité du MENESR)**. Les actions en faveur de l'égalité s'inscrivent désormais dans la contractualisation entre établissements et pouvoirs publics. **L'entrepreneuriat féminin progresse** à travers les "PEPITE" (pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat). Le baromètre de l'égalité recensera les activités dans ce domaine.

Composition du groupe

Pascale Ribon

Présidente de la commission Diversité / Chairperson of the Diversity Committee,
Directrice de l'ESTACA / Director of ESTACA

GRUPE ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES / GENDER EQUALITY GROUP

Animatrice / Organiser : Marie-Sophie Pawlak (ESSEC)

GRUPE HANDICAP / DISABILITY GROUP

Animateurs / Organisers : Olivier Pontreau (ENAC)
et Xavier Quernin (LaSalle Beauvais)

GRUPE OUVERTURE SOCIALE / SOCIAL DIVERSITY GROUP

Animatrice / Organiser : Chantal Dardelet (ESSEC)

Formation



Président :
Régis Vallée

Date de création de la commission :
2001

La commission rassemble sept groupes de travail (GT) qui favorisent les échanges de bonnes pratiques sur différentes thématiques liées à la formation dans les grandes écoles.

Le GT Activités Physiques et Sportives a pour objectif de fournir des outils au service du développement des compétences managériales et la santé des étudiants. Les axes de travail du groupe sont les compétences et l'évaluation, l'autonomie et la responsabilité, le travail en équipe et le leadership.

Le GT Apprentissage s'est consacré essentiellement au suivi des réformes de la taxe d'apprentissage, de la formation professionnelle et de l'apprentissage en France. Il a étudié les conséquences prévisibles de cette réforme pour les grandes écoles, en particulier, la baisse des ressources du barème nécessaires pour financer les formations technologiques et professionnelles.

Le GT Compétences s'est intéressé à la mise en pratique de l'approche par les compétences dans les établissements d'enseignement, à travers des échanges sur les pratiques des écoles en matière d'évaluation des compétences et des certifications.

Le GT Stratégies numériques et formations à distance a été lancé dans le cadre d'une demi-journée organisée, le 1^{er} avril 2014, par la CGE, sur le thème "l'utilisation du numérique dans les grandes écoles : retours d'expériences et échange de bonnes pratiques". Cette réunion a regroupé plus de 100 participants. Ce nouveau groupe a lancé un questionnaire dans le but d'établir un état des lieux de la stratégie numérique des grandes écoles de la CGE (2014).

Le GT Entrepreneuriat prévoit la reconduction en 2014 de son enquête sur le panorama national de l'entrepreneuriat dans les grandes écoles ainsi qu'un recensement des bonnes pratiques. En partenariat avec le MEDEF, il conduit actuellement plusieurs actions visant à développer l'entrepreneuriat étudiant, notamment dans le financement, la valorisation de l'expérience entrepreneuriale, les relations avec les nouveaux PEPITE, l'accompagnement et le tutorat. Des rapprochements sont en cours d'étude avec l'association nationale des Business Angels des grandes écoles ainsi qu'avec l'association IES des Incubateurs de l'Enseignement supérieur. Par ailleurs le GT poursuit sa représentation de la CGE dans les instances nationales et notamment auprès de la Mission de coordination nationale pour l'entrepreneuriat et l'innovation étudiant, de l'association Entrepreneurs Demain, ainsi que dans la préparation des prochaines assises nationales de l'entrepreneuriat.

Le GT Stages a analysé la proposition de loi "tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires" afin d'identifier les enjeux pour les établissements d'enseignement supérieur, notamment la limitation de la durée des stages à six mois et la mise en place d'un quota de stagiaires par entreprise. L'international a également été traité, notamment la restriction de délivrance des visas.

Le GT Langues et cultures a pour objet d'échanger sur les bonnes pratiques qui concernent l'enseignement des langues-cultures dans les grandes écoles et d'y associer des experts. Avec les années, une véritable "communauté de pratiques" s'est créée qui permet aux 50 membres de ce groupe - responsables de départements, responsables de formation, ou enseignants de langues - d'envisager concrètement l'innovation pédagogique en remplaçant l'ingénierie pédagogique de tous les jours par une pédagogie ingénieuse pour le monde de demain.

Education

Chair: **Régis Vallée**

Committee created in **2001**

The Education Committee gathers seven working groups.

Physical Activities and Sports: provides tools for the development of management skills and students' health, focuses on skills and assessment, independence and responsibility, teamwork and leadership.

Alternating Job-Study Training Courses: follows the evolution of ongoing reforms, investigates the predictable consequences of these reforms for *grandes écoles*, including the decline of resources for the funding of technological and professional training.

Skills-Based Approach: focuses on the implementation of a skills-based approach in schools.

Digital Strategies and e-Education: created on April 1st, 2014 in the course of a meeting which gathered around 100 participants. The theme: "the use of digital technology in *grandes écoles*: sharing experiences and exchanging best practices." This new group started a survey in order to make an assessment of digital strategy in member schools (2014).

Entrepreneurship: will renew its Panorama survey on the national overview of entrepreneurship. As part of its partnership with the MEDEF, it is currently working on several actions aiming at developing student entrepreneurship, including funding, adding value to the entrepreneurial experience, to relationships with the new PEPITE project and mentoring. Partnerships are on the way with the *grandes écoles'* Business Angels and the IES association. The group continues to represent the CGE in national institutions - National Coordination of the Student Entrepreneurship Plan, the Entrepreneurs for Tomorrow association, and the preparation of the next national conferences on entrepreneurship.

Work Placement: analysed the draft law for the hosting and training of interns in order to identify the challenges for schools, including limiting internships to six months and implementing a quota of interns per company. It was also dealt with at international meetings, along with the issue of visa restrictions.

Languages and Cultures: favours the exchange of best practices regarding the teaching of languages and cultures with experts in *grandes écoles*. A real "community of practices" was created, allowing the 50 members of the group to actually consider educational innovation by replacing everyday engineering teaching with ingenious teaching.

Composition du groupe

Régis Vallée

Président de la commission Formation / Chairman of the Education Committee, Directeur de l'EIVP / Director of EIVP

GROUPE ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES / PHYSICAL ACTIVITIES AND SPORTS GROUP

Animatrice / Organiser : **Natahlie Sanchez (SKEMA)**

GROUPE APPRENTISSAGE / ALTERNATING JOB-STUDY TRAINING COURSES GROUP

Animateur / Organiser : **Jean-Paul Soubeyrand (ISEP)**

GROUPE COMPÉTENCES / SKILLS-BASED APPROACH GROUP

Animateurs / Organisers : **Julie Perrin-Halot (Grenoble EM), Louis Roy (ITECH Lyon)**

GROUPE ENTREPRENEURIAT / ENTREPRENEURSHIP GROUP

Animateur / Organiser : **Francis Bécard (Groupe ESC Troyes)**

GROUPE LANGUES ET CULTURES / LANGUAGES AND CULTURES GROUP

Animateur / Organiser : **Jörg Eschenauer (École des Ponts ParisTech)**

GROUPE STAGES / WORK PLACEMENT GROUP

Animatrices / Organisers : **Claudine de Vaux-Bidon (ESME), Marie-Madeleine Algans (TBS)**

GROUPE STRATÉGIES NUMÉRIQUES ET FORMATIONS À DISTANCE / DIGITAL STRATEGIES AND E-EDUCATION GROUP

Animateur / Organiser : **Pascal Barbier (ENSG Géomatique)**

Research and Transfers

Chair: **Gérard Pignault**
Committee created in **1980**

The committee has held discussions, provided information and kept track of the numerous ongoing reforms in its domain. These reforms are marked by society's high expectations in terms of innovation.

It discusses the major trends in research, innovation, transfer and validation, and the possible difficulties met by the *grandes écoles*, particularly in terms of governance. In 2013-2014, the committee has continued its analysis of the consequences of the 22nd July 2013 Higher Education and Research law and of the implementation of *ComUEs* on research in *grandes écoles* – notably in terms of doctorates, publication signings, PIA, IDEX 2, evolution of ITT from the French National Research Agency, etc. The members carefully examined the challenges for scientific management and the progress of *ComUE* in regions.

The committee follows the resulting measures. Regarding the "LabCom" call for project in particular, (a project which creates new partnerships between SMEs and laboratories), the CGE, along with the CDEFI, manages to open it up to everyone – including privately-funded schools.

It has also followed the "Horizon 2020" and the State-Region Contract 2014-2020 challenges.

It welcomed several speakers:

- Francis Cottet, General Director of ISEA-ENSMA, on financing innovation in SMEs and SMIs;
- Clarisse Angelier, from the ANRT, on CIFRE scholarships in *grandes écoles*. The figures are striking: **one in every two CIFRE grant holders has completed a degree in engineering.**

Along with the **Information - Documentation** working group, the committee is also involved in negotiations with scientific publishers (e.g. Elsevier), in the Couperin consortium. These negotiations have led to positive outcomes with publishers in terms of documentation policy. For example, within the framework of the ISTEEX project, four national licenses have just been signed with Brill, RSC, Nature and Elsevier publishers.

The committee also remains a representative for various organisations – such as **ATHENA** and **AVIESAN** – and follows the developments of the AERES.

Recherche et transferts



Président :
Gérard Pignault

Date de création de la commission :
1980

La commission mène un travail de réflexion, d'échange, d'information et de suivi des nombreuses réformes en cours dans son domaine, marqué par des attentes très fortes de la société en matière d'innovation. Elle discute des grandes tendances de la recherche, de l'innovation, du transfert et de la valorisation, et des éventuelles difficultés rencontrées par les grandes écoles, notamment en matière de gouvernance.

Durant cette année 2013-2014, la commission a poursuivi l'**analyse des conséquences de la Loi ESR du 22 juillet 2013 et de la mise en place des ComUE sur la recherche dans les grandes écoles** (notamment en matière de doctorat, de signature des publications, de PIA, d'IDEX 2, d'évolution des appels d'offres de l'ANR ...). Les participants ont scruté attentivement l'état d'avancement des ComUE dans les régions et les enjeux pour les directions scientifiques.

La commission suit les mesures qui en découlent. Concernant l'appel à projet "LabCom"

en particulier (créant de nouveaux partenariats entre une PME et des laboratoires), la CGE (avec la CDEFI) a obtenu qu'il soit ouvert à tous de façon non discriminatoire (et que les écoles de statut privé n'en soient pas exclues).

La commission a également suivi les enjeux "Horizon 2020" et le CPER 2014-2020.

Elle a reçu plusieurs intervenants :

- Francis Cottet, Directeur général de l'ISAE-ENSMA, sur le financement de l'innovation dans les PME-PMI ;
- Clarisse Angelier de l'ANRT sur les bourses CIFRE dans les grandes écoles (avec ce chiffre important à retenir : **un boursier CIFRE sur deux possède une formation d'ingénieur**).

Avec le groupe de travail **Information et Documentation**, la commission est également engagée dans les négociations avec des éditeurs scientifiques (Elsevier ...), dans le consortium Couperin. Ces négociations ont permis des évolutions favorables auprès des éditeurs en matière de politique de documentation (dans le projet ISTEEX, quatre licences nationales viennent d'être signées avec les éditeurs Brill, RSC, Nature et Elsevier).

La commission poursuit également son rôle de représentation dans diverses instances (**ATHENA**, **AVIESAN**), et l'évolution de l'AERES.

Composition du groupe

Gérard Pignault

Président de la commission Recherche et Transferts / Chairman of the Research and Transfers Committee, Directeur CPE Lyon / Director of CPE Lyon

Animateur / Organiser : M'hamed Drissi (Directeur de l'INSA Rennes / Director of INSA Rennes)

GRUPE DOCUMENTATION-INFORMATION / DOCUMENTATION - INFORMATION GROUP

Animatrices / Organisers : Marie-Pierre Redon (ENISE) et Monique JOLY (INSA Lyon)

Relations internationales



Président :
Yves Poilane

Date de création de la commission :
1981

La commission s'appuie sur un animateur par zone géographique

- **Chine :** la CGE a participé avec les étudiants chinois des écoles membres à La nuit de la Chine (janvier), pour le 50^e anniversaire des relations bilatérales. Avec la CDEFI, elle a saisi le MAEDI à propos des restrictions de la Chine limitant la venue d'étrangers dans les entreprises. Elle participe à la préparation du 3^e forum franco-chinois (octobre 2014 à Pékin) sur les thèmes : structures conjointes, accueil des étudiants et parcours de réussite, formation supérieure et entreprises.

- **Colombie :** La CGE a participé à la 2^e rencontre (28 octobre à Paris) entre l'ASCUN (Association des universités colombiennes) et les conférences (CGE, CPU, CDEFI) sur le thème : recherche et études doctorales.

- **Allemagne :** Le GE-TH a organisé une mission en Bavière (3-7 février) dans plusieurs universités, *Hochschulen* et entreprises, avec le soutien du CCUFB (Centre de coopération universitaire franco-bavarois).

- **Russie :** l'association ARIEL mène un programme Codest sur l'intégration éner-

gétique dans les bâtiments avec l'Institut du Bâtiment de l'Université de génie civil de Moscou.

- **Afrique :** La CGE fait partie du comité de sélection du programme Entrepreneurs en Afrique (EEA). Trente écoles y participent déjà (via le réseau n+i).

Autres dossiers

- **CampusFrance :** la CGE était présente aux rencontres des 25-27 novembre à Paris et à la journée bilan du Forum (11 décembre), dont elle animait un atelier sur les échanges avec l'Amérique du Nord et les BRICS ; elle en préside deux autres : l'enseignement supérieur français à distance, la mobilité avec les pays émergents et du Sud.

- **CEF :** la CGE fait partie du comité de pilotage et a participé à l'AG (28-29 novembre à Paris), où elle animait l'atelier sur le dispositif CEF-Pastel pour les écoles de commerce et d'ingénieur.

- **Masters internationaux :** la CGE a demandé la possibilité pour les écoles d'ingénieurs de créer des masters quel que soit leur statut juridique, une souplesse du dispositif, la liberté de fixation des tarifs, la lisibilité des contenus.

- En mars la CGE a présenté à la presse sa 8^e enquête sur la **mobilité des étudiants**, révélant la présence de 48 000 étudiants étrangers dans ses écoles membres (en 2011-2012) et l'envoi de 47 917 élèves français pour des séjours d'études ou des stages à l'étranger.

International Relations

Chair: **Yves Poilane**

Committee created in **1981**

Each geographical area is assigned an organiser.

- **China:** The CGE rallied Chinese students from member schools on China Night (January), celebrating the 50th anniversary of bilateral relations. The CGE and the CDEFI appealed to the Ministry of Foreign Affairs, responding to the recent Chinese restrictions to control foreign employment in companies. The CGE takes part in the preparation of the 3rd Sino-French forum (October 2014 in Beijing) on joint organisations, hosting foreign students, pathways to success, higher education and companies.

- **Colombia:** The CGE took part in the 2nd meeting (October 28th in Paris) between the ASCUN (Colombian Association of Universities) and the conferences (CGE, CPU, CDEFI) on research and PhD studies.

- **Germany:** The GE-TH set up a mission (3rd-7th February) to several universities, *Hochschulen* and companies in Bavaria, thanks to the support of the CCUFB (the Franco-Bavarian Centre for University Cooperation).

- **Russia:** the ARIEL association runs a Codest programme on "integrating energy in buildings" with the Building Research Institute of Moscow.

- **Africa:** the CGE sits on the selection committee for the Entrepreneurs in Africa (EEA) programme. Thirty schools from the "n+i" network are already participating.

- The CGE attended the CampusFrance meetings (November 25th to 27th in Paris) as well as the Forum evaluation session (December 11th), during which it chaired a workshop on exchanges with North America and the BRICS. The CGE now chairs two other workshops: French distance learning for higher education and mobility with Southern and emerging countries.

- The CGE is part of the CEF steering committee and took part in the general assembly (November 28th and 29th in Paris) during which it chaired a workshop on the CEF-Pastel system for business and engineering schools.

- **International Master's degrees:** in a press release, the CGE asked that engineering schools be given the possibility to offer these courses regardless of their legal status, with more flexibility, the freedom to set their own fees and legibility of contents.

- **Mobility survey:** last March, the CGE presented its 8th survey on student mobility to the press: 48,000 foreign students were in its member schools in 2011-2012 and 47,917 French students went to foreign countries for their studies or internships.

Composition du groupe

Yves Poilane

Président de la commission Relations internationales / Chairman of the International Relations Committee,
Directeur de Télécom ParisTech / Director of Télécom ParisTech

GROUPE AFRIQUE SUB-SAHARIENNE / SUB-SAHARAN AFRICA GROUP
Animateur / Organiser : François Tsobnang (ISMANS)

GROUPE AMÉRIQUE DU NORD / NORTH AMERICA GROUP

GROUPE AMÉRIQUE LATINE / LATIN AMERICA GROUP
Animateur / Organiser : Fouad Bennis (EC Nantes)

GROUPE ASIE-PACIFIQUE / ASIA-PACIFIC GROUP
Animateur / Organiser : Bruno Héraud (ESSEC)

GE-TH (GRANDES ÉCOLES-TECHNISCHE HOCHSCHULEN) / GE-TH (GRANDES ÉCOLES-TECHNISCHE HOCHSCHULEN)
Président / Chairman : André Sieber (ENSC Mulhouse)

GROUPE ITALIE / ITALY GROUP
Animateur / Organiser : Jean-Claude Arditti (SUPMECA)

GROUPE MAGHREB / MAGHREB GROUP
Animateur / Organiser : Mohamed Matmati (Grenoble EM)

GROUPE PAYS NORDIQUES / NORDIC COUNTRIES GROUP
Animateur / Organiser : Alan Swan (Institut d'Optique)

GROUPE PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE / CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES GROUP

Les enquêtes de la CGE

CGE Surveys

→ Page 32 L'enquête mobilité / Mobility Survey



→ Page 35 L'enquête insertion / Employability Survey



Les grandes tendances de la mobilité internationale étudiante

Enquête Mobilité - 2013

Major trends in students' international mobility Mobility Survey - 2013

Pour sa 8^e édition, l'enquête a récolté un excellent taux de réponse de 92 % des écoles adhérentes, ce qui démontre l'importance qu'elles accordent à la dimension internationale.

Les flux d'étudiants sont en croissance : + 32 % dans le sens étranger → France et + 12 % dans le sens France → étranger (tabl. 1).

Les flux entrants et sortants sont équilibrés

✗ **48 039 étudiants étrangers** dans les grandes écoles, de 164 nationalités

✗ **47 917 élèves français** des grandes écoles à l'étranger.

Mais on note des déséquilibres structurels par zones (tabl. 2).

Mobilité entrante : 48 039 = + 32 %

Pour les 43 084 étudiants étrangers (les 5 000 autres n'ont pas été détaillés par les écoles), les augmentations significatives viennent de :

Asie : de 11 055 à 13 034 (+ 18 %) et surtout

- ✗ l'Asie-Pacifique : de 9 292 à 11 209 (+ 20,6 %)
- ✗ la Chine : de 5 532 à 6 826 (+ 23,4 %)
- ✗ l'Inde : de 1 212 à 1 436 (+ 18,5 %)

For its 8th edition, the survey was able to pick up an excellent response rate, with 92% of member schools participating. This inevitably shows how important the international dimension is to them.

The flows of students are gaining in size: +32% of international students come to France and +12% of French students go abroad (table 1).

Within these balanced flows

✗ 48,039 international students are of 164 different nationalities in *grandes écoles*,

✗ 47,917 French students go abroad for studies or internships in companies.

Structural imbalances per zone are worth noting (table 2).

Incoming mobility: 48,039 students i.e. +32%

As for the group of 43,084 foreign students- the details of the 5,000 remaining having not been delivered by their schools - substantial increases arise from:

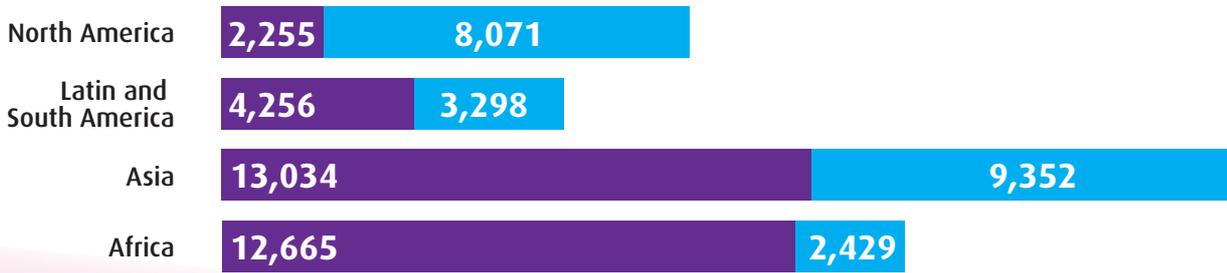
Asia: from 11,055 to 13,034 (+18 %) mostly from

- ✗ Asia-Pacific: from 9,292 to 11,209 (+ 20.6%)
- ✗ with China: from 5,532 to 6,826 (+ 23.4%)
- ✗ and India: from 1,212 to 1,436 (+ 18.5%)

Table 1

	Total French students			Total international students			Number of degrees delivered in the year (minimum Master's level)			Of which double degrees		
	2009 2010	2011 2012	+%	2009 2010	2011 2012	+%	2009 2010	2011 2012	+%	2009 2010	2011 2012	+%
Grandes écoles												
Engineering	115,566	135,686	17	20,466	25,442	24	5,652	10,463	85	915	1,216	33
Management	83,826	88,102	5	15,095	21,404	42	3,639	7,676	111	673	958	42
Other specialisms	6,896	9,066	31	806	1,193	48	74	99	34	16	7	NA
Total	206,288	232,854	13	36,367	48,039	32	9,365	18,238	95	1,604	2,181	36

Table 2



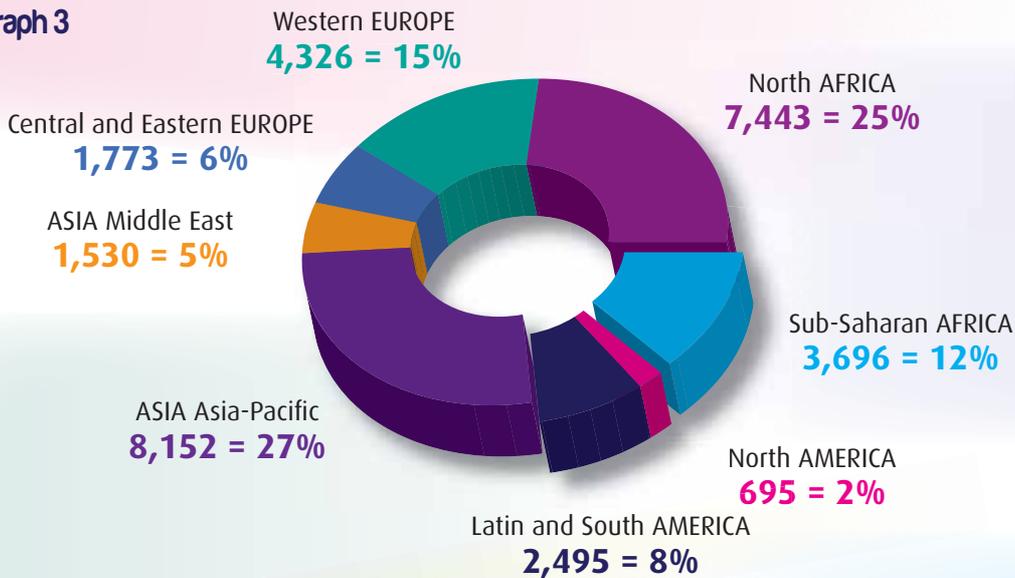
Afrique : de 9 837 à 12 665 (+ 28,7 %)
 et surtout
 ✗ l'Afrique
 subsaharienne : de 2 918 à 4 141 (+ 42 %)
Amérique latine : de 3 455 à 4 256 (+ 23,2 %)

Africa: from 9,837 to 12,665 (+ 28.7%)
 and mostly
 ✗ Sub-Saharan
Africa: from 2,918 to 4,141 (+ 42%)
Latin America: from 3,455 to 4,256 (+ 23.2%)

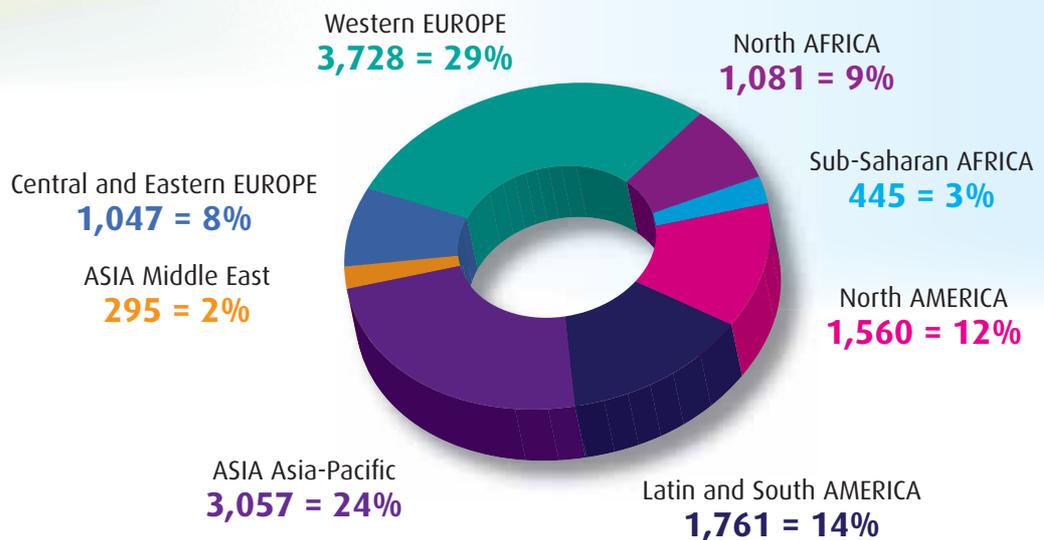
30 110 sont venus en formations diplômantes et
 12 974 en formations non diplômantes (graph. 3-4).

Among them, 30,110 completed degree training and
 12,974 completed non-degree training (graphs 3-4).

Graph 3



Graph 4



Les grandes tendances de la mobilité internationale étudiante

Enquête Mobilité - 2013

Major trends in students' international mobility

Mobility Survey - 2013

Mobilité sortante : 47 917

La disparité est forte entre la croissance des flux pour les écoles de management (+ 20 %) et les écoles d'ingénieur (+ 3,5 %).

Mobilité sortante en séjours d'études : 20 470

Des augmentations sont notables en :

- ✗ Amérique latine : de 1 559 à 1 933 (+ 24 %)
 - ✗ Asie de 3 136 à 3 759 (+ 20 %)
 - la Chine de 953 à 1 371 (+ 44 %)
 - la Corée du Sud de 231 à 356 (+ 54 %)
 - ✗ Europe centrale de 1 007 à 1 237 (+ 23 %)
- tandis que les flux vers l'Europe de l'Ouest stagnent.

Stages à l'étranger : 27 447

Les croissances des flux viennent principalement des écoles de management (+ 32 %), en tête par rapport aux écoles d'ingénieur (+ 3 %).

L'Europe (principalement de l'Ouest) accueille la moitié des flux, suivie de l'Asie (20 %) et de l'Amérique du Nord (15 %).

Enfin, l'enquête révèle **un accroissement de la proportion des stages de longue durée (plus de 3 mois)**, qui représentent désormais **plus de 70 % des stages**. Cumulés avec les séjours d'étude, qui sont systématiquement d'un trimestre au moins, ils permettent d'affirmer que près de 85 % des séjours à l'étranger des étudiants des grandes écoles dépassent les 3 mois.

Ce sont **80 % des étudiants qui auront effectué un séjour à l'étranger au cours de leur scolarité**. Malgré les disparités des chiffres moyens suivant les types d'écoles, l'obligation de séjour à l'étranger devient de plus en plus la règle pour les élèves des grandes écoles.

Outgoing mobility: 47,917 students

There is a high discrepancy between the growth in the flow of management school students (+20%) and engineering school students (+3.5%).

Outgoing mobility for studies abroad: 20,470 students

The most substantial increases come from:

- ✗ Latin America: from 1,559 to 1,933 (+24%)
 - ✗ Asia: from 3,136 to 3,759 (+20%)
 - China: from 953 to 1,371 (+44%)
 - South Korea: from 231 to 356 (+54%)
 - ✗ Central Europe: from 1,007 to 1,237 (+23%)
- whereas flows towards Western Europe are stagnating.

Internships abroad: 27,447 students

Rising flows come mostly from management schools (+32%), with engineering schools lagging behind (+3%).

Europe (mostly its Western front) welcomes half of the flows, followed by Asia (20%) and North America (15%).

Finally, the survey indicates a rise in the proportion of long internships – those lasting over three months – accounting for more than 70% of internships. When added to the period of studying abroad, which always lasts at least a semester, it means that almost 85% of the time spent abroad by students exceeds three months.

Throughout their studies, 80% of grandes écoles students will have studied or worked abroad. In spite of differences in average figures according to school types, an international experience is increasingly the rule for grandes écoles students.



Enquête insertion 2014

Employability Survey 2014

La Conférence des grandes écoles a présenté les résultats de sa 22^e enquête sur l'insertion des jeunes diplômés. Le nombre de participants à l'enquête appartenant aux deux dernières promotions continue de croître et le taux de réponse des nouveaux diplômés fait un bond notable en 2014 (67,2 % contre 61,5 % en 2013).

Des diplômés des grandes écoles qui résistent bien dans un contexte économique tendu

L'ensemble des indicateurs d'insertion de la dernière promotion interrogée quelques mois après la sortie de l'école (entre 0 et 6 mois) montre globalement une grande stabilité.

Taux net d'emploi

Le taux net d'emploi* s'établit à 80,5 % pour la dernière promotion (contre 81,5 % l'an dernier). Ce taux s'inscrit dans la moyenne des dix dernières années qui ont vu le taux d'emploi osciller entre 75 % et 90 % au gré des fluctuations cycliques du marché de l'emploi.

Pour les managers, le taux est en croissance par rapport à 2013.

Le taux d'insertion de l'avant-dernière promotion (12 à 18 mois après la sortie de l'école) se maintient quant à lui à un niveau excellent de 93 % ; les diplômés des grandes écoles s'insèrent donc toujours aussi bien dans la vie professionnelle mais le délai est un peu plus long.

*Le taux net d'emploi, correspond à la proportion d'actifs en activité professionnelle rapportée à la population active (somme des personnes ayant un emploi et des personnes à la recherche d'un emploi). Il est à noter que les thèses CIFRE (Conventions industrielles de formation par la recherche) sont prises en compte dans le calcul des CDI et du taux net d'emploi des indicateurs standards où elles sont regroupées avec les activités professionnelles.

The *Conférence des grandes écoles* presented the results of its 22nd survey on recent graduates' employability. The number of participants from the last two graduating classes continues to increase and recent graduates' response rate has notably increased in 2014 (67.2% versus 61.5% in 2013).

Graduates from *grandes écoles* are doing well in spite of a difficult economic situation

All the employability indicators for the last graduating class, surveyed a few months after graduation (0-6 months), show great stability on the whole.

Net employment rate

The net employment rate* is 80.5% for the last graduating class (versus 81.5% last year). This rate is consistent with the average rate over the past ten years, which fluctuated between 75% and 90% depending on cyclical variations of the job market. Managers' employment rate has increased compared with 2013.

The employability rate for the penultimate graduating class (12-18 months after graduation) remains at an excellent rate of 93%; graduates from *grandes écoles* are still very well integrated in the professional world, even though it tends to take a little more time.

*The net employment rate is the proportion of people employed based on the working population (total number of people employed and people looking for a job). It is worth noting that the CIFRE theses (Industrial Conventions for Training Through Research) are taken into account when calculating the permanent contracts and the net employment rate of the standard indicators for them and professional activities.

Evolution of employment rate
Last two promotions
of the 2005 to 2014
surveys



Enquête insertion 2014

Employability Survey 2014

Type de contrat

Parallèlement, la part des CDI reste également stable à hauteur de 75 % (contre 76 % l'an passé). Après un pic en 2012, ce taux est revenu à son niveau de 2011. Toutefois, il est possible d'observer sur 10 ans une légère divergence entre l'évolution de la proportion de CDI et l'évolution du taux net d'emploi, ce dernier tendant à se stabiliser alors que la proportion de CDI décroît légèrement. Les femmes sont particulièrement touchées par ce phénomène et plus spécifiquement les femmes ingénieures.

Les salaires

Sur l'ensemble des diplômés 2013 des grandes écoles, les salaires bruts annuels moyens d'entrée dans la vie active sont restés totalement stables par rapport à l'année dernière et la tendance sur dix ans reste à la hausse en euros courants.

- ✘ Salaire annuel moyen (brut hors primes) France : 32 862 € (33 051 € l'année précédente)
- ✘ Salaire annuel moyen (brut avec primes) France : 35 544 € (35 771 € l'année précédente)
- ✘ Salaire annuel moyen (brut hors primes) tous pays : 33 706 € (34 033 € l'année précédente)
- ✘ Salaire annuel moyen (brut avec primes) tous pays : 36 650 € (37 083 € l'année précédente)

Globalement, les managers de la dernière promotion bénéficient d'un salaire annuel moyen (brut hors primes) en légère hausse par rapport à l'année dernière.

Types of contracts

Moreover, the proportion of permanent contracts remains stable with 75% (versus 76% last year). After peaking in 2012, this rate decreased to its 2011 level. However, it can be noticed that in the past ten years there was a slight discrepancy between the evolution of the proportion of permanent contracts and the evolution of the net employment rate, as the latter has stabilised while the former has slightly decreased. Women, and more specifically female engineers, are particularly affected by this phenomenon.

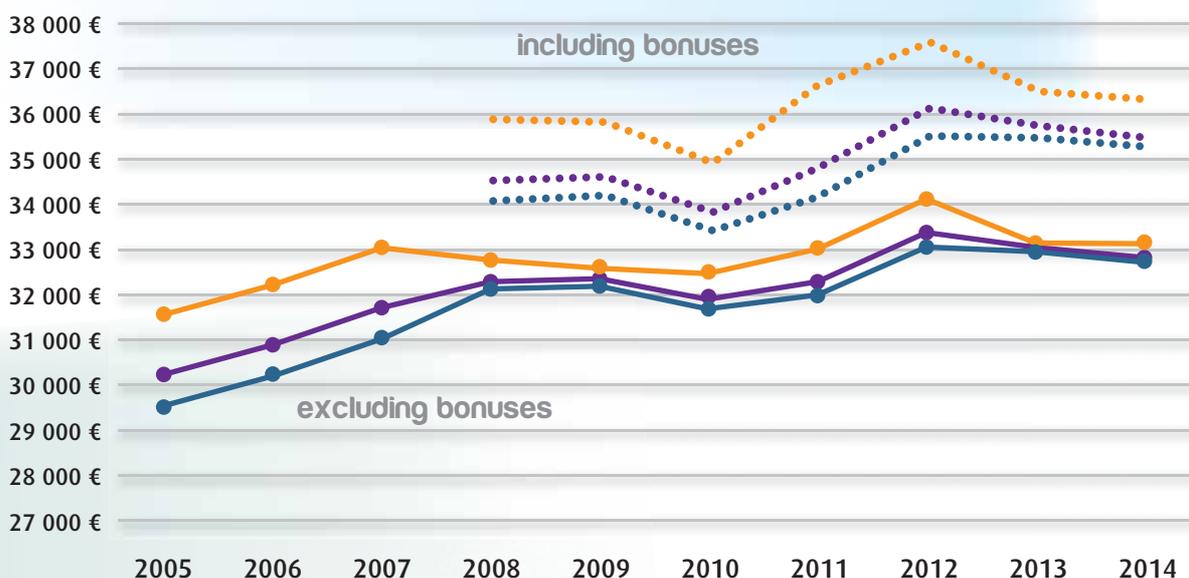
Salaries

For all 2013 *grandes écoles* graduates, the average annual starting gross salaries have remained stable compared with last year and, for the past ten years, remain in an upward trend.

- ✘ Average annual gross salary (excluding bonuses) in France: 32,862€ (33,051€ last year)
- ✘ Average annual gross salary (including bonuses) in France: 35,544€ (35,771€ last year)
- ✘ Average annual gross salary (excluding bonuses) in all countries: 33,706 (34,033€ last year)
- ✘ Average annual gross salary (including bonuses) in all countries: 36,650€ (37,083€ last year)

Generally, managers from the last graduating class earn a slightly higher average annual gross salary (excluding bonuses) than the previous year.

Evolution of salaries in France (in current euros)



- Managers gross salary (including bonuses)
- Combined gross salary (including bonuses)
- Engineers gross salary (including bonuses)
- Managers gross salary (excluding bonuses)
- Combined gross salary (excluding bonuses)
- Engineers gross salary (excluding bonuses)

Types of work contracts according to the type of school and sex of student Graduating class of 2013 surveyed in 2014

Graduating class of 2013 surveyed in 2014	ENGINEERS			MANAGERS			COMBINED		
	Men	Women	Combined	Men	Women	Combined	Men	Women	Combined
Permanent contracts (CDI)*	72.3%	59.9%	68.5%	60.2%	56.8%	58.5%	69.4%	58.3%	65.3%
Fixed-term contracts (CDD)	12.5%	27.1%	17%	11.9%	17.9%	15%	12.5%	23.8%	16.8%
Interim assignment	2.6%	3%	2.8%	1.6%	2.4%	2%	2.4%	2.8%	2.6%
Other	0.5%	0.3%	0.4%	0.5%	0.7%	0.6%	0.5%	0.5%	0.5%
Contracts abroad	12.1%	9.6%	11.3%	25.7%	22.2%	23.9%	15.1%	14.6%	14.9%
Total of salaried contracts	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

*including CDIC (permanent contracts for construction sites)

Le statut des jeunes diplômés

La proportion de cadres diplômés de la dernière promotion se maintient à un haut niveau, autour de 85 % (contre 87 % l'an dernier). Il est à noter que la part de cadres travaillant en France varie au cours des dix dernières années entre 85 et 91 %, et se trouve corrélée avec le taux net d'emploi. Ce statut a une influence majeure sur la rémunération : à diplôme équivalent, les diplômés non-cadres déclarent des rémunérations inférieures à leurs homologues cadres. La proportion de managers ayant le statut cadre est inférieure à celle des ingénieurs, celle des femmes à celle des hommes. Les effets cumulés du genre et du type d'école indiquent que 91 % des ingénieurs hommes ont un statut de cadre contre 81 % des managers hommes ; c'est le cas pour 82 % des femmes ingénieures et 74 % des femmes managers.

Les secteurs d'emploi des diplômés

Les secteurs d'emploi des diplômés ne connaissent pas d'évolutions majeures. L'industrie des transports demeure le premier secteur d'emploi des ingénieurs (15 % des ingénieurs ont un premier emploi dans ce secteur). Les bureaux d'études et sociétés de conseil demeurent le premier secteur d'activités. Les managers connaissent une plus grande diversité sectorielle, le secteur de la banque et de l'assurance restant leur premier secteur d'emploi.

Recent graduates' status

The proportion of executives who graduated last year remains high, around 85% (versus 87% last year). It is worth noting that the proportion of executives working in France has fluctuated between 85% and 91% over the past ten years, and is closely correlated with the net employment rate. This status has a major impact on salaries: with the same diploma, non-executive graduates have lower salaries than their executive counterparts. The proportion of managers with executive statuses is lower than engineers with executive statuses, and women's lower than men's. The cumulated effects of gender and the type of school show that 91% of male engineers have an executive status versus 81% for male managers; the same goes for 82% of female engineers versus 74% of female managers.

Graduates' sectors of employment

Graduates' sectors of employment remain mostly the same. Transportation is still the primary sector of employment for engineers (15% of engineers get their first job in this sector). Research units and consulting companies stay on top in terms of industry. Managers' sectors of employment are more diverse: among them, banking and insurance remain in the lead.

Evolution of the proportion of executives from the last graduating class working in France Surveys from 2005 to 2014

Enquête insertion 2014

2014 Employability Survey

Zoom sur les tendances notables

Les stages s'affirment comme la première passerelle pour l'emploi

Cette année encore le stage long (qu'il soit de fin d'études, en alternance ou en césure) reste la principale voie d'accès à l'emploi, puisque plus de 43 % des jeunes diplômés ayant trouvé un emploi mentionnent au moins un de ces stages. L'immersion professionnelle par les stages et les réseaux écoles-entreprises fournit donc les principaux moyens d'accès à l'emploi.

Le flux des intelligences se confirme

65 % des étrangers étudiant en France y trouvent leur premier emploi tandis que 11,7 % des Français débute à l'étranger. Il y a toujours, proportionnellement aux effectifs, deux fois plus de managers qui trouvent leur premier emploi à l'étranger que d'ingénieurs. L'Europe est, de loin, la première destination des diplômés des grandes écoles s'expatriant à l'international pour leur premier emploi.

La proportion d'entrepreneurs parmi les actifs approche 5 % chez les managers hommes.

Un ingénieur sur six poursuit des études ou prépare une thèse : une proportion beaucoup plus importante que pour les managers.

Focus on significant trends

Internships are the first gateway to employment

This year again, long internships (whether end-of-study internships, alternating job-study programmes or placement year internships) remain the main gateway to employment, since more than 43% of recent graduates who have found a job have completed at least one of these internships. Immersion in professional circles via internships and schools-companies networking are the main tools to successful employability.

Streaming intelligences' phenomenon is established

65% of international students studying in France succeed in getting their first job there, while 11.7% of French graduates get their first job abroad. Compared with engineers, twice as many managers still get their first job abroad. Europe is by far the main destination for *grandes écoles* graduates looking for a first job abroad.

In the proportion of people employed, close to 5% of male managers are entrepreneurs

One engineer out of six pursues his or her studies or prepares a thesis – a substantially larger amount than among managers.

Activities of the Graduating class of 2013 (2014 survey) According to sex of student and type of school

Graduating class of 2013	ENGINEERS			MANAGERS			COMBINED		
	Men	Women	Combined	Men	Women	Combined	Men	Women	Combined
Paid work	64.1%	59.4%	62.6%	70.2%	69.3%	69.7%	65.7%	63.8%	64.9%
Volunteer work	4%	3%	3.6%	7.1%	5.2%	6.1%	4.7%	3.9%	4.4%
Startup / entrepreneur	0.5%	0.2%	0.4%	2.1%	0.8%	1.4%	0.9%	0.5%	0.8%
Job seeker	14.7%	18.4%	15.9%	14.4%	17.7%	16.1%	14.7%	18.1%	16%
Further studies (excl. thesis)	8%	9.7%	8.6%	4.7%	5.2%	4.9%	7.1%	7.7%	7.4%
Thesis	7.4%	7.7%	7.5%	0.2%	0.2%	0.2%	5.5%	4.4%	5.1%
Voluntarily without occupation	1.3%	1.6%	1.4%	1.4%	1.6%	1.5%	1.3%	1.6%	1.4%
Combined	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%



Programme R²D²

Sustainable Development Representatives Meeting

Campus de LaSalle Beauvais - 21 et 22 mai 2014

The *Rendez-vous des Référents du Développement Durable* (or Sustainable Development Representatives Meeting) R²D² is an annual two-day meeting of CGE members represented by their Sustainable Development officers. It takes place in one or more schools, where the participants can discuss and think about their social responsibilities, using the Green Plan's tools as a specific guideline.

This year, the Polytechnic Institute of LaSalle Beauvais was hosting the sixth R²D² seminar.

The 2014 R²D² meeting was devoted to both international and regional cooperation. The school thus welcomed a German delegation of about twenty people, with the German Academic Exchange Service (DAAD) as part of a convention signed with the CGE. One of the workshops was devoted to the patterns across different territories and communities in connection with higher education (SCOT, Regional Plans, ComUE, competitiveness clusters, etc.). Around 90 people took part in either one of the seminar days on a very agreeable and green campus by the Beauvais countryside.

As for the programme, LaSalle Beauvais and the *Conférence des grandes écoles* offered two full days of broad discussion on subjects chosen by the Sustainable Development officers. The topics ranged from energy management to reporting sustainable development matters as well as the organisation of the Paris climate conference of 2015. For these discussions, the organisers favoured once again this year participative and creative workshop methods over the more conventional round table meetings.

The team in charge led by Philippe Caron and Maxime Agnès, respectively Director and Sustainable Development Officer of the Institute, managed to strike a balance between discussion, workshops, discovery activities such as a wine tasting event organised in association with Brio and a student organisation, and more institutional presentations.

The 2014 R²D² meeting was a great success: it gave us an insight as to what an exemplary campus should be like and the part a school could play for social integration in its territory and community. The meeting also highlighted the importance of collaboration between higher education institutions both on an international and regional scale, in order to better contribute towards sustainable development. The solutions to societal challenges are collective and practical ones, and at all geographical levels. CGE member schools heavily invest in project building, a valuable asset in contributing towards sustainable development. However, this asset is only fully effective if shared and acted upon amongst a group of stakeholders: it is up to the Sustainable Development Committee to set the initial, catalyst conditions for these groups.

Les Rendez-vous des référents du développement durable (R²D²) est l'évènement annuel qui réunit, sur deux journées, au sein d'une ou plusieurs écoles, les membres de la CGE représentés par leurs référents développement durable afin d'échanger et de réfléchir aux démarches de responsabilité sociétale qu'ils pilotent, notamment à l'aide des outils du Plan Vert.

Cette année ce fut au tour de l'Institut Polytechnique LaSalle Beauvais d'accueillir la sixième édition des R²D².

Les R²D² 2014 étaient placés sous le double signe de la coopération internationale et régionale. Ainsi l'école accueillait cette année une délégation allemande d'une vingtaine de personnes emmenée par l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) dans le cadre d'une convention signée avec la CGE et un des ateliers de ces journées était consacré aux schémas territoriaux en lien avec l'enseignement supérieur (SCOT, Plans régionaux, ComUE, pôles de compétitivité...). Près de 90 personnes ont participé à l'une ou l'autre des journées sur un campus verdoyant et accueillant en lisière de la campagne du Beauvaisis.

Côté programme, LaSalle Beauvais et la Conférence des grandes écoles ont proposé deux journées denses balayant des sujets choisis par les référents développement durable, aussi variés que le management énergétique, le reporting en matière de développement durable et l'organisation de la future

conférence sur le climat à Paris en 2015. Pour traiter ces sujets les organisateurs ont privilégié à nouveau cette année les ateliers participatifs et créatifs aux traditionnelles tables rondes.

Côté organisation, l'équipe emmenée par Philippe Caron et Maxime Agnès, respectivement Directeur et Chargé de mission développement durable de l'Institut, ont su trouver le juste équilibre entre les moments d'échanges, les activités de découverte comme la dégustation œnologique organisée avec brio par une association étudiante, les ateliers de travail et des présentations un peu plus institutionnelles.

Les R²D² 2014 ont été un franc succès, ils ont laissé entrevoir ce que devrait être un campus exemplaire et le rôle que pouvait jouer une école pour l'inclusion sociale dans son territoire. Les R²D² 2014 ont aussi mis en évidence l'intérêt d'une collaboration des établissements d'enseignement supérieur aux deux échelles internationale et régionale pour contribuer au développement durable. Les solutions aux enjeux sociétaux sont collectives, pragmatiques et à toutes les échelles géographiques, les écoles de la CGE ont une culture du projet qui leur donne un atout essentiel pour contribuer au développement durable mais cet atout ne prend toute sa valeur qu'au sein d'un collectif de parties prenantes et c'est à la commission développement durable de la CGE que revient de créer les conditions d'émergence de ces collectifs.

Organisation du R²D² 2014

Côté CGE

Comité de pilotage de la commission Développement durable

Côté LASALLE BEAUVAIS

Philippe Caron : Directeur développement durable / Sustainable Development Director

Maxime Agnès : Chargé de mission développement durable / Sustainable Development Officer

La Conférence des grandes écoles

The *Conférence des grandes écoles*

L'objet principal de la CGE est la promotion, sous toutes ses formes, tant en France qu'à l'étranger, du développement et du rayonnement de ses établissements d'enseignement supérieur et de recherche, publics ou privés, par une recherche constante de l'excellence, en liaison avec le monde de l'entreprise, les acteurs de l'économie et la société civile.

C'est une association loi 1901 regroupant 3 collèges de membres. En 2013-2014 :

- ✗ Le collège Écoles comprend 214 établissements d'enseignement supérieur et de recherche dont 14 étrangers
- ✗ Le collège Entreprises rassemble 8 entreprises
- ✗ Le collèges Organismes est composé de 35 organisations, associations de diplômés, d'enseignants, de proviseurs de lycée...

The CGE's main goal is to promote in all possible ways the development and standing of its private and public higher education and research institutions, both in France and abroad. To achieve this goal, the CGE seeks excellence in its partnership with the business world, economic players and civil society.

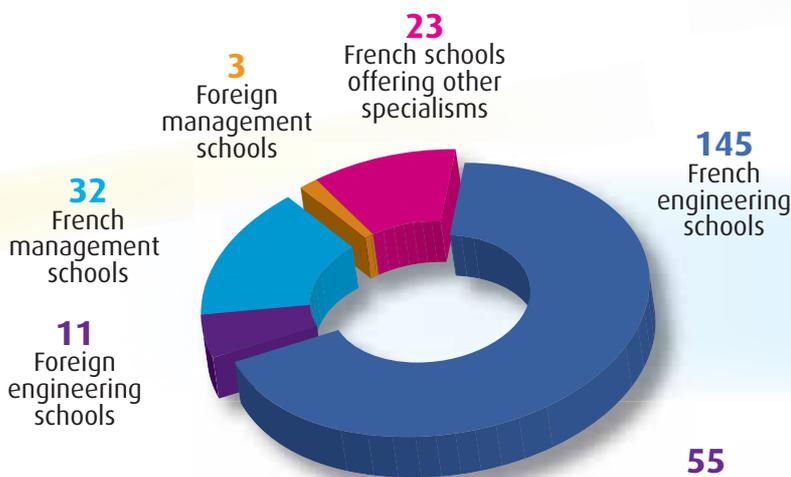
It is a non-profit association made up of 3 collegial bodies. In 2013/2014:

- ✗ The Schools college comprises 214 higher education and research institutions, including 14 abroad
- ✗ The Business college comprises 8 companies
- ✗ The Organisations college comprises 35 organisations, alumni's, professors' and high school principals' associations, etc.

The *grandes écoles* fall under several ministries:

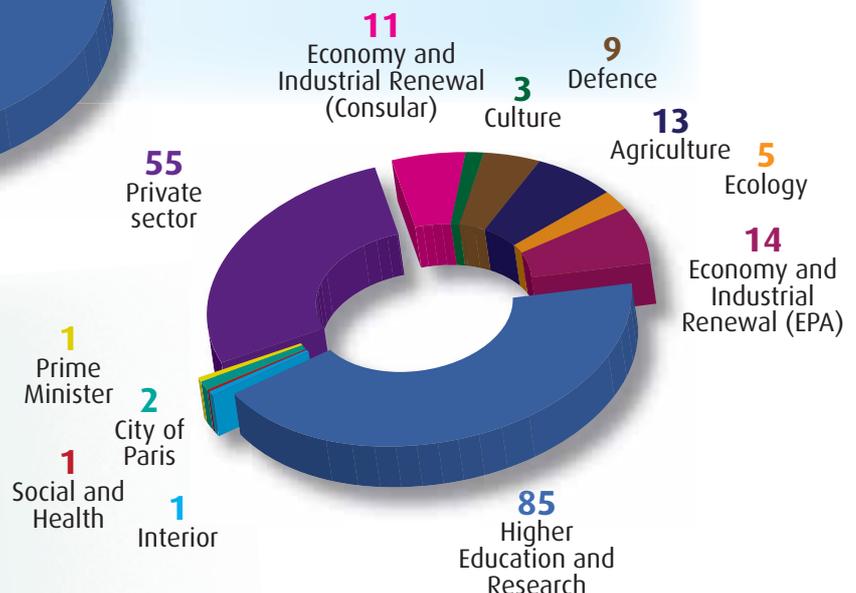
- ✗ National Education, Higher Education and Research
- ✗ Economy, Industrial Renewal, Agriculture, Food and Forestry, Defence, Ecology, Sustainable Development and Energy, Health and Social Affairs, or even the Prime Minister's cabinet.

CGE member schools in 2013-2014



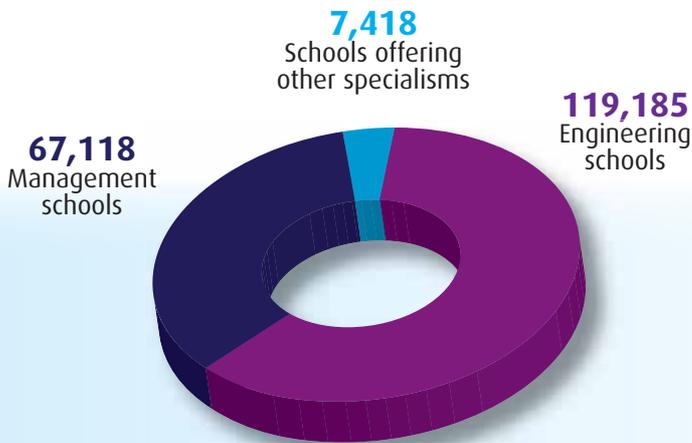
Source : CGE Membership List - June 2014

CGE French schools by empowered Ministry and/or status



Source : CGE Membership List - June 2014

Population enrolled



Source : CGE - Student population - 2013-2014

Les grandes écoles relèvent de plusieurs ministères :

- ✗ Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche, Économie, Redressement productif, Agriculture, Agroalimentaire et Forêt, Défense, Écologie, Développement durable et Énergie, Affaires sociales et Santé ou même directement du Premier ministre.
- ✗ Certaines écoles dépendent d'organismes consulaires, d'autres ont un statut associatif ou autre.

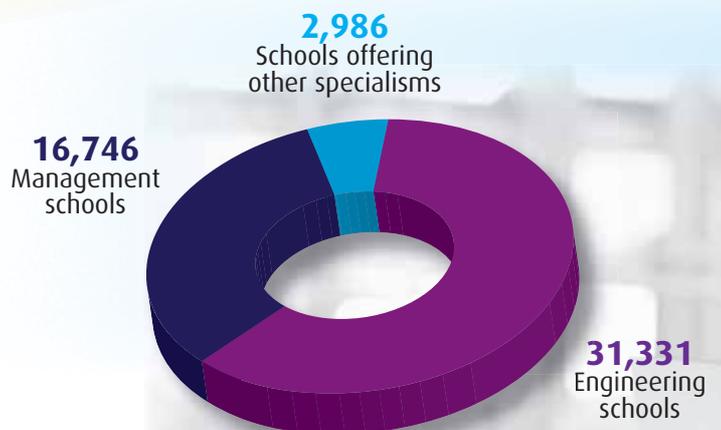
Regroupant 66 % des écoles d'ingénieurs habilitées par la CTI, 83 % des écoles de management conférant le grade de master et 20 % des écoles dites d'autres spécialités, la CGE est un acteur majeur de l'enseignement supérieur français. Les effectifs étudiants inscrits dans les programmes Grande École s'élèvent officiellement à 193 721 étudiants en 2013-2014 (mais avoisinent vraisemblablement les 225 000, 28 écoles n'ayant pas encore fourni leurs chiffres) dont 36,75 % de femmes en moyenne (soit 0,75 % de plus qu'en 2012-2013) et 12,65 % d'étrangers.

Ayant diplômé, à l'issue de l'année 2012-2013, 51 063 étudiants pour le programme Grande École, les écoles de la CGE représentent cette année encore 80 % des flux de diplômés toutes grandes écoles confondues (dans la définition "délivrant au moins un diplôme conférant le grade de master") ; la sphère des grandes écoles diplôme quant à elle à ce jour 36,4 % des étudiants de niveau M toutes formations confondues (soit 5 % de moins que l'année précédente, expliqués aisément par l'augmentation significative des étudiants accédant et validant le niveau M à l'université).

✗ Some schools are placed under the authority of consular bodies, others have an associative status. The CGE gathers 66% of engineering schools empowered by the CTI, 83% of management schools offering a Master's degree and 20% of schools offering other kinds of specialisms. It plays a major role in French higher education. Officially, 193,721 students were enrolled on a *grande école* programme in 2013-2014, (but this figure rather amounts to 225,000 since 28 schools have yet to publish their figures). The figures include 36.75% of women on average – i.e. 0.75% more than in 2012-2013 – and 12.65% of international students.

At the end of 2012-2013, the *grandes écoles* awarded 51,063 diplomas to students enrolled on a *grande école* programme. They account for 80% of graduates, comprising all establishments "delivering at least one diploma at Master's level". As for the *grandes écoles*, they award a diploma to 36.4% of Master's students, all degree courses considered – i.e. 5% less than the previous year, which can easily be explained by the significant rise in students accessing and graduating from a Master's level programme at university.

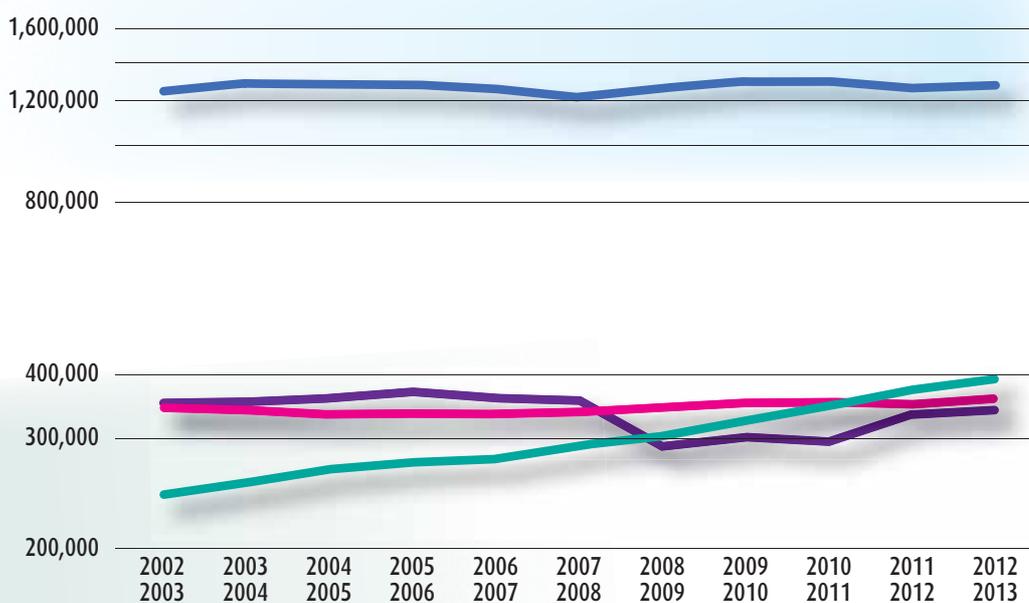
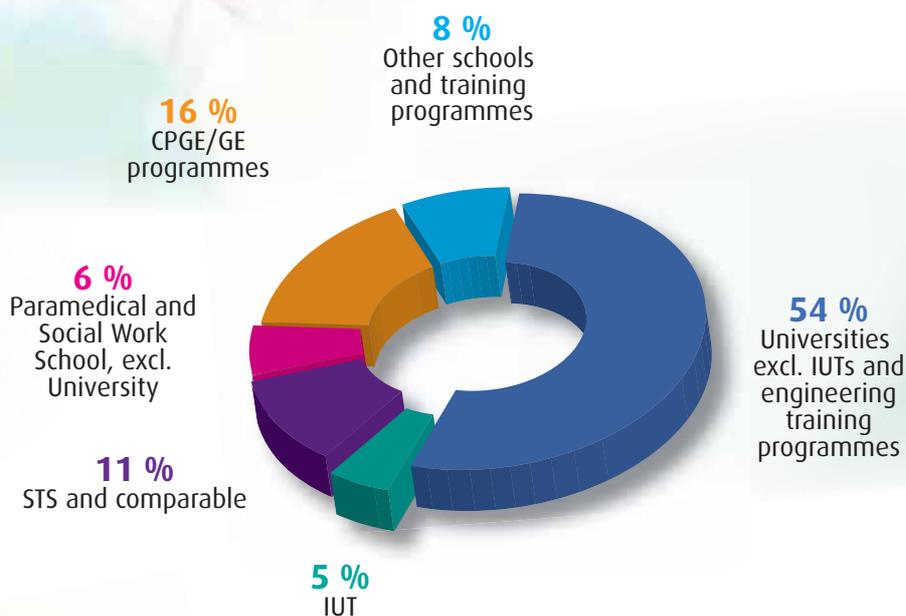
Grandes écoles programme graduate distribution



Source : CGE - Graduate population - 2012-2013



The *grandes écoles* Major actors in higher education and research



■ Universities
 ■ University diploma in technology, higher technical certificate and equivalent
 ■ CPGE/GE track
 ■ Other schools and training programmes

MSalumni : Répertoire des diplômés des formations Mastères Spécialisés

Register of graduates with post-master Master's degrees



Parmi le panel de formations proposées au sein des établissements membres de la CGE, la formation Mastère Spécialisé (MS) tient une place importante. Il s'agit d'une marque collective et déposée, propriété de la CGE, qui regroupe des formations à orientation professionnelle dispensées par les écoles membres de la CGE. Ces formations connaissent un succès fulgurant 27 ans après leur création. A ce jour, 450 MS sont proposés par les grandes écoles. Un label qualité plébiscité, mais sous la menace des "faux Mastères"

Ce succès continu pousse la CGE à accréditer chaque année de nouvelles formations de qualité. Depuis la création du label en 1987, l'ensemble des MS des grandes écoles a délivré plus de 100 000 diplômes MS. L'accréditation MS s'obtient après validation par la commission dédiée, qui se prononce sur la qualité du programme de formation, sa mise en oeuvre et l'adéquation des profils sortants avec les attentes du marché. Leur reconnaissance a suscité et suscite nombre d'usurpations, à la fois par certaines institutions de formation mais également par des prétendus diplômés.

La CGE a pris conscience de l'importance d'aider à l'identification des formations effectivement accréditées et des étudiants ayant validé leur parcours par un diplôme de formation Mastère Spécialisé.

MSalumni, le répertoire de référence des diplômés des formations MS, officiellement lancé le 10 septembre 2013

Pour répondre à ces attentes, émanant autant des candidats potentiels à ces formations que des entreprises et des diplômés eux-mêmes, la CGE a décidé de réaliser un répertoire des diplômés des formations MS, et ce depuis l'attribution des premiers diplômes. Outil de valorisation de cette formation originale, le répertoire, consultable sur le web, contribuera à démontrer s'il en est besoin l'importance de ces diplômes dans l'environnement de l'enseignement supérieur français.

Among the training courses offered by CGE member schools, the post-master Master's degree (MS) plays a major role. It is a collective registered trademark of the CGE with vocational-focused training provided by CGE member schools. 27 years after their creation, training courses are more successful than ever. To this day, 450 MS are provided by *grandes écoles*. They benefit from the CGE quality label but are threatened by "fake Mastères degrees."

Because of this ongoing success, the CGE validates new quality training courses every year. Since the creation of the certification in 1987, the *grandes écoles* have awarded a total of more than 100,000 MS diplomas. The MS certification is obtained once the committee has approved it, having evaluated the quality of the training programme, its implementation and the consistency of the skills of the graduates in question in relation to the expectations of the market. Their success has led to many copies or imitations, created both by training institutions and so-called MS graduates.

The CGE has realised the importance of actively identifying the training courses which have been approved of by the Accreditation Committee, as well as graduates having actually validated their MS diploma.

MSalumni, the benchmark register for MS graduates, was officially launched on September 10th, 2013.

To meet potential candidates' expectations but also those of companies and graduates themselves, the CGE decided to set up a register for MS graduates (from the very first set of MS graduates onwards). As a tool intended to add value to this training programme, the register (available online) will contribute to show, if need be, the importance of these diplomas in French higher education. Moreover, it will enable companies to verify that candidates have actually obtained their MS diploma and to identify skills.



MSalumni : Répertoire des diplômés des formations Mastères Spécialisés

Register of graduates with post-master Master's degrees

Il permettra en outre aux entreprises de vérifier la réelle obtention du MS par un postulant et de repérer des compétences.

Accessible sur www.cge.asso.fr MSalumni s'enrichit progressivement des noms des diplômés ayant expressément manifesté leur volonté de figurer dans le répertoire. Dès l'année universitaire 2013/2014, sauf demande explicite contraire, tous les diplômés figureront dans ce répertoire. Les écoles sont invitées à se rapprocher de la CGE pour transmission de leurs listes de diplômés MS. Les diplômés des formations MS sont également vivement encouragés à manifester leur volonté de figurer dans le répertoire en joignant une copie de leur diplôme. Possibilité est également donnée de déposer directement le diplôme via l'interface web.

La CGE a pour l'heure recueilli les informations concernant 24 570 diplômés, soit environ 1/4 de la population estimée des diplômés depuis la création de la formation MS. Parmi eux, près de 1 300 diplômés ont à ce jour manifesté explicitement leur accord pour figurer dans le répertoire rendu public et sont par conséquent réellement visibles dans MSalumni.

Écoles, associations de diplômés, diplômés eux-mêmes valorisent progressivement ce répertoire au service de la communauté des diplômés et des entreprises.



The MSalumni repertoire, now available on www.cge.asso.fr, will be consistently nourished with the names of the graduates who expressly asked to appear in it. By 2013/2014, all graduates who did not object to the registration of their name will appear on the register. Schools are invited to communicate their MS graduates lists to the CGE. MS graduates are also highly encouraged to express their willingness to appear in the register by sending a copy of their diploma. It is also possible to directly submit a copy of one's diploma via the website.

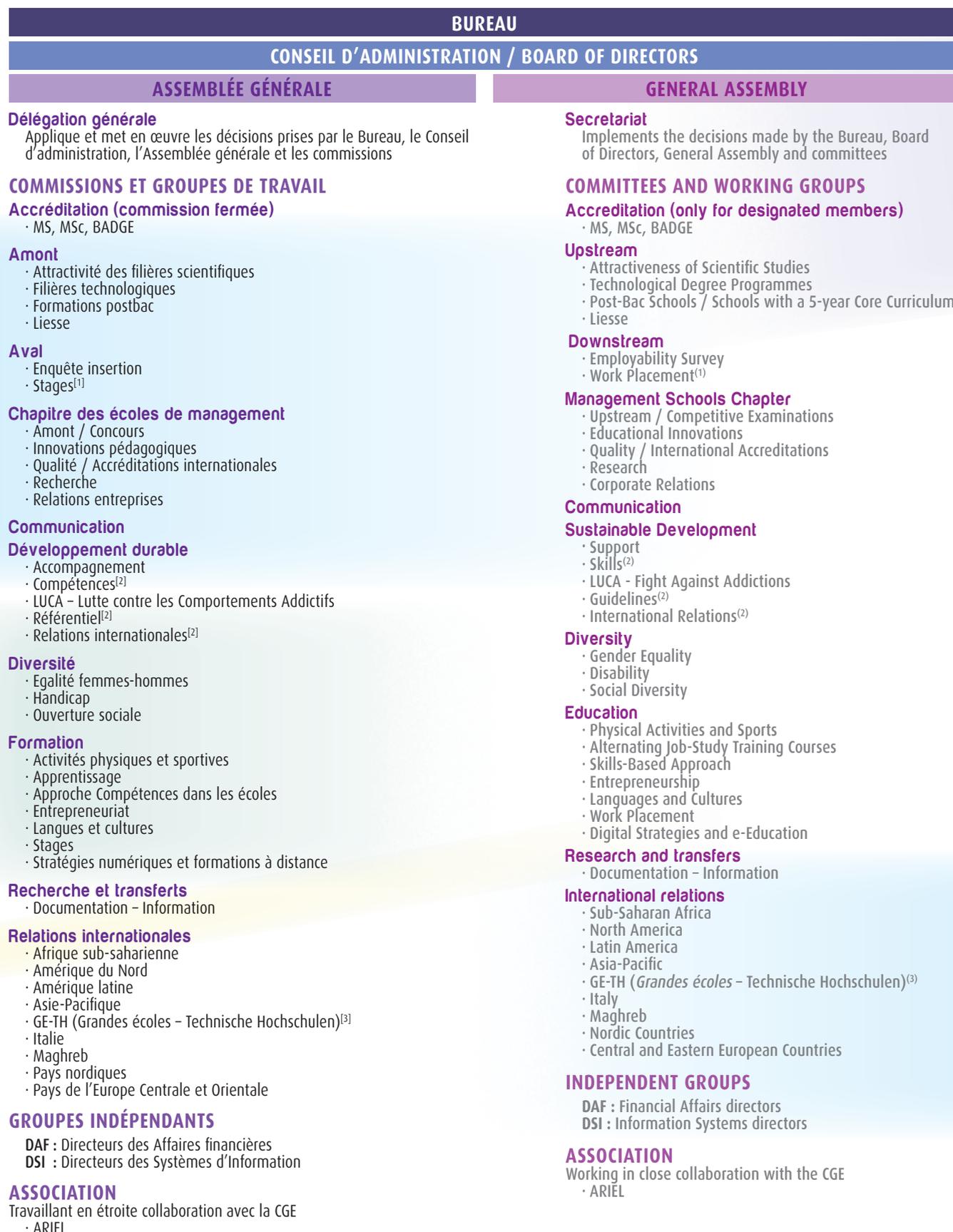
As of today, the CGE has gathered information on 24,570 graduates, i.e. about 1/4 of the estimated total of graduates since the MS training programme was first created. Among them, almost 1,300 graduates have expressed their desire to appear in the public register, and thus actually appear on MSalumni.

Little by little, schools, alumni associations and graduates themselves are adding value to this register, one that is intended for the benefit of alumni communities and the corporate world.



Organigramme de la CGE

CGE organisation chart



(1) shared with the Education Committee

(2) shared with the CGE/CPU

(3) GE-TH : A non-profit organization (1901 law) acting as a French-German branch of the CGE by mutual agreement

[1] commun commission Formation

[2] commun CGE/CPU

[3] GE-TH : Association loi 1901 faisant office de groupe franco-allemand de la CGE par accord mutuel

Le Bureau

The Bureau



Président
Philippe Jamet
Directeur général de l'Institut Mines-Télécom
President
General director of Institut Mines-Telecom



Vice-président Entreprises
Xavier Cornu
Directeur général adjoint Enseignement - recherche - formation, Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France
Vice President Companies
Executive Director of Education Research and Training Division at the Chamber of Commerce Paris Ile-de-France



Vice-président Écoles
Hervé Biausser
Directeur de l'École Centrale Paris et de l'École supérieure d'électricité (Supélec)
Vice President Schools
Director of École Centrale Paris and of Supélec



Secrétaire
Éric Maurincomme
Directeur de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon (INSA de Lyon) et Président du Groupe INSA
Secretary
Director of INSA Lyon and President of Group INSA



Trésorière
Florence Darmon
Directeur général de l'École spéciale des travaux publics (ESTP)
Treasurer
General director of École spéciale des travaux publics (ESTP)

Siègent également au bureau les Présidents des commissions

Also members of the Bureau Presidents of permanent committees



ACCREDITATION
Alain Storck
Président de l'Université de technologie de Compiègne (UTC)
President of UTC



AMONT
Hervé Biausser
Directeur de l'École Centrale Paris et de l'École supérieure d'électricité (Supélec)
Director of École Centrale Paris and of Supélec



AVAL
Bernard Ramanantsoa
Directeur général du groupe HEC
General Director of HEC Group



CHAPITRE DES ÉCOLES DE MANAGEMENT
Loïck Roche
Directeur général de Grenoble École de Management (GEM)
General Director of Grenoble École de Management (GEM)



COMMUNICATION
Sophie Commereuc
Directrice de l'ENSC Clermont-Ferrand
Director of ENSC Clermont-Ferrand



DÉVELOPPEMENT DURABLE
Anne Beauval
Directrice des Mines Nantes
Director of Mines Nantes



DIVERSITÉ
Pascale Ribon
Directrice de l'École supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile (ESTACA)
Director of ESTACA, Engineering School



FORMATION
Régis Vallée
Directeur de l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP)
Director of EIVP



RECHERCHE ET TRANSFERTS
Gérard Pignault
Directeur de l'École supérieure de chimie, physique, électronique de Lyon (CPE Lyon)
Director of CPE Lyon



RELATIONS INTERNATIONALES
Yves Poilane
Directeur de Télécom ParisTech
Director of Télécom ParisTech

Le rôle de la CGE / The CGE's role

La CGE est une association créée en 1973. Son rôle est :

- ✗ de promouvoir, sous toutes ses formes, tant en France qu'à l'étranger, le développement et le rayonnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, dans un objectif d'excellence, en liaison avec le monde de l'entreprise, les acteurs de l'économie et de la société civile
- ✗ de susciter et de coordonner des réflexions et des travaux sur l'enseignement, la pédagogie et la recherche, dans une perspective d'amélioration du bien-être social et du développement durable
- ✗ de représenter ses membres et d'effectuer des démarches d'intérêt commun auprès des pouvoirs publics nationaux, communautaires et internationaux
- ✗ d'entretenir et de développer, dans un esprit d'ouverture et de solidarité, les relations entre ses membres
- ✗ d'accréditer des formations délivrées par ses membres (Mastère Spécialisé, MSc, BADGE)

The CGE (*Conférence des grandes écoles*) is an association that was created in 1973 to :

- promote the development and influence of all forms of higher education and research institutions both in France and abroad with a view towards excellence, in partnership with the business world, economic players and civil society
- foster and coordinate discussions and work on teaching, education, and research in order to improve social well-being and sustainable development
- represent its members and further common interests in national, community, and international government
- maintain and improve relationships between its members in a spirit of openness and solidarity
- accredit specific educational programmes of its members (Postmaster Master [MS], MSc, BADGE)

Le Conseil d'administration

Collège ÉCOLES

Anne Beauval

Directrice des Mines Nantes

Hervé Biaisser

Directeur de l'École Centrale Paris
Directeur général de Supélec

Sophie Commereuc

Directrice de l'ENSC
Clermont-Ferrand

Francis Cottet

Directeur de l'ISAE-ENSMA
de Poitiers

Florence Darmon

Directeur général de l'École
spéciale des travaux publics (ESTP)

Jean-Marc Idoux

Directeur général du Groupe
HEI-ISA-ISEN

Philippe Jamet

Directeur général de l'Institut
Mines-Télécom

Jean-Marc le Lann

Directeur de Toulouse INP -
ENSIACET

Éric Maurincomme

Directeur de l'Institut national des
sciences appliquées de Lyon (INSA
de Lyon) et Président du Groupe INSA

Gérard Pignault

Directeur général de l'École
supérieure de chimie, physique,
électronique de Lyon (CPE Lyon)

Yves Poilane

Directeur général de Télécom
ParisTech

Arnaud Poitou

Directeur général de l'École
Centrale de Nantes (ECN)

Bernard Ramanantsoa

Directeur général du Groupe HEC

Pascale Ribon

Directrice de l'École supérieure
des techniques aéronautiques
et de construction automobile
(ESTACA)

Loïck Roche

Directeur général de Grenoble
École de Management

Romain Soubeyran

Directeur général de Mines
ParisTech

Alain Storck

Président de l'Université de
technologie de Compiègne (UTC)

Régis Vallée

Directeur de l'École des ingénieurs
de la Ville de Paris (EIVP)

Collège ENTREPRISES

Eric Barillard

Directeur Image Employeur et
Campus Management, FRANCE
TELECOM - ORANGE

Florence Cordier

Responsable Marque Employeur
et Recrutements, EDF - DRH Groupe

Xavier Cornu

Directeur général adjoint Enseigne-
ment, recherche et formation CCI
Paris Ile-de-France

René Rozot

Directeur des cadres dirigeants
GDF SUEZ

Arnaud Vaissié

Président-directeur général,
INTERNATIONAL SOS

Collège AUTRES ORGANISMES

François Blin

Délégué général d'Ingénieurs
et scientifiques de France (IESF)

Sylvie Bonnet

Présidente de l'Union des
professeurs de spéciales (UPS)

Michel Bouchaud

Président de l'Association des
proviseurs de lycées à classes
préparatoires aux grandes écoles
(APLCPGE)

Pierre-Louis Dubois

Délégué général de la Fondation
nationale pour l'enseignement de
la gestion des entreprises (FNEGE)

L'équipe de la délégation générale



Délégué général

Chief representative

Francis Jouanjan 01 46 34 77 60
francis.jouanjan@cge.asso.fr



**Responsable du pôle
Administratif et Financier
Attachée de direction**

Head of Administration and Finance

Aurélien Defosse 01 46 34 77 62
aurelie.defosse@cge.asso.fr



**Responsable du pôle
Information-Labelisation-
Process**

Information-Labeling-Process Officer

Isabelle Laurencot 01 46 34 77 56
isabelle.laurencot@cge.asso.fr



**Chargé de mission
Communication**

Communications Officer

André Bismuth 01 46 34 77 58
andre.bismuth@cge.asso.fr



**Chargée de mission
Accréditation et Chapitre
des écoles de management**

Accreditation and Management Schools
Chapter Officer

Françoise Grot 01 46 34 57 59
francoise.grot@cge.asso.fr



**Chargée des relations
parlementaires
Chargée de mission Amont
et Recherche & Transferts**

Parliamentary affairs Officer. Upstream and Research
& Transfers Officer

Nadia Hilal 01 46 34 77 59
nadia.hilal@cge.asso.fr



**Chargé de mission
Développement durable et aval**

Sustainable Development and
Downstream Officer

Gérald Majou de La Débutrie 01 46 34 57 58
gerald.majou@cge.asso.fr



**Chargée de mission Entreprises
et Formation**

Companies and Education Officer

Imen Missaoui 01 46 34 77 57
imen.missaoui@cge.asso.fr



**Chargée de mission International
et Diversité**

International Relations and Diversity
Officer

Brigitte Porée 01 46 34 77 63
brigitte.poree@cge.asso.fr



Statisticienne

Statistician

Elisabeth Bouyer 02 99 05 32 87
elisabeth.bouyer@cge.asso.fr



Accueil et réception

Front desk hostess

Chantal El Gamraoui 01 46 34 08 42
chantal.elgamraoui@cge.asso.fr

Écoles membres de la CGE

CGE member schools

ZIE

www.2ie-edu.org

Agrocampus Ouest

www.agrocampus-ouest.fr

AgroParisTech

www.agroparistech.fr

AgroSup Dijon

www.agrosupdijon.fr

AUDENCIA Nantes

www.audencia.com

Bordeaux INP - Bordeaux Sciences Agro

www.agro-bordeaux.fr

Bordeaux INP - ENSC

ensc.bordeaux-inp.fr

Bordeaux INP - ENSCBP

enscbp.bordeaux-inp.fr

Bordeaux INP - ENSEIRB-MATMECA

enseirb-matmeca.bordeaux-inp.fr

Bordeaux INP - ENSGTI

ensgti.univ-pau.fr

CELSA Paris - Sorbonne

www.celsa.fr

CFJ

www.cfpj.com/cfj

Chimie ParisTech

www.enscp.fr

CNAM

www.cnam.fr

CPE Lyon

www.cpe.fr

EBI

www.ebi-edu.com

EC Lille

www.ec-lille.fr

EC Lyon (ECL)

www.ec-lyon.fr

EC Marseille (ECM)

www.centrale-marseille.fr

EC Nantes (ECN)

www.ec-nantes.fr

EC Paris (ECP)

www.ecp.fr

ECAM Lyon

www.ecam.fr

ECAM Rennes-Louis de Broglie

www.ecam-rennes.fr

ECE Paris

www.ece.fr

École des Ponts ParisTech

www.enpc.fr

ECPM

www.ecpm.unistra.fr

EDC

www.edcparis.edu

EDHEC Business School

www.edhec.com

EFREI Ecole d'Ingénieurs

www.efrei.fr

EHESP

www.ehesp.fr

EHTP

www.ehtp.ac.ma

EI.CESI

www.eicesi.fr

EIGSI

www.eigsi.fr

EISTI

www.eisti.fr

EIVP

www.eivp-paris.fr

EM Normandie

www.ecole-management-normandie.fr

EM Strasbourg

www.em-strasbourg.eu

EME

www.ecole-eme.fr

EMLYON Business School

www.em-lyon.com

EN

www.ecole-navale.fr

ENA

www.ena.fr

ENAC

www.enac.fr

ENFA

www.enfa.fr

ENGEES

www.engees.unistra.fr

ENI Brest

www.enib.fr

ENI Metz

www.enim.fr

ENIM

www.enim.ac.ma

ENISE

www.enise.fr

ENS

www.ens.fr

ENS Cachan

www.ens-cachan.fr

ENS Lyon

www.ens-lyon.eu

ENSAD

www.ensad.fr

ENSAE ParisTech

www.ensae.fr

ENSAI

www.ensai.fr

ENSAIA

www.ensaia.inpl-nancy.fr

ENSAIT

www.ensait.fr

ENSAM

www.ensam.eu

ENSArchitecture de Nancy

www.nancy.archi.fr

ENSBA

www.ensba.fr

ENSC Clermont-Ferrand

www.ensccf.fr

ENSC Lille

www.ensc-lille.fr

ENSC Montpellier

www.enscm.fr

ENSC Mulhouse

www.enscm.uha.fr

ENSC Rennes

www.ensc-rennes.fr

ENSCI

www.ensci.fr

ENSCI Les Ateliers

www.ensci.com

ENSEA

www.ensea.fr

ENSEM

www.ensem.univ-lorraine.fr

ENSG - Géologie

www.ensg.inpl-nancy.fr

ENSG - Géomatique

www.ensg.eu

ENSGSI

www.ensgsi.univ-lorraine.fr

ENSIAME

www.univ-valenciennes.fr/ensiam

ENSIC

www.ensic.univ-lorraine.fr

ENSICAEN

www.ensicaen.fr

ENSIIE

www.ensiie.fr

ENSISA

www.ensisa.uha.fr

ENSMM

www.ens2m.fr

ENSSAT

www.enssat.fr

ENSTA Bretagne

www.ensat-bretagne.fr

ENSTA ParisTech

www.ensat.fr

ENSTIB

www.enstib.univ-lorraine.fr

ENTPE

www.entpe.fr

ENV Alfort

www.vet-alfort.fr

EOAA

www.ecole-air.fr

EOGN

www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/eogn

EP Louvain-La-Neuve

www.uclouvain.be

EP Montréal

www.polymtl.ca

EP Paris

www.polytechnique.fr

EPF

www.epf.fr

EPMI

www.epmi.fr

ESA Angers

www.groupe-esa.com

ESA Lyon-Bron

www.esalyon.fr

ESA Paris

www.esa-paris.fr

ESAIP

www.esaip.org

ESB

www.ecoledubois.fr

ESC Dijon-Bourgogne

www.escdijon.eu

ESC La Rochelle

www.esc-larochelle.fr

ESC Pau

www.esc-pau.fr

ESC Rennes

www.esc-rennes.fr

ESC St Etienne

www.esc-saint-etienne.fr

ESCE

www.esce.fr

ESCOM

www.escom.fr

ESCP Europe

www.esceurope.eu

ESDES

www.esdes.fr

ESEO

www.eseo.fr

ESG Management School
www.esgms.fr

ESIEA
www.esiea.fr

ESIEE Amiens
www.esiee-amiens.fr

ESIEE Paris
www.esiee.fr

ESIGELEC
www.esigelec.fr

ESIGETEL
www.esigetel.fr

ESIL
www.polytech-marseille.fr/ecole

ESITC Caen
www.esitc-caen.fr

ESITPA
www.esitpa.org

ESM Saint-Cyr
www.st-cyr.terre.defense.gouv.fr

ESME-SUDRIA
www.esme.fr

ESPCI ParisTech
www.espci.fr

ESPRIT
www.esprit.ens.tn

ESSCA
www.essca.fr

ESSEC
www.essec.fr

ESSTIN
www.esstin.uhp-nancy.fr

ESTACA
www.estaca.fr

ESTIA
www.estia.fr

ESTP
www.estp.fr

EVDG
www.ecole-valdegrace.santé.defense.gouv.fr

Gembloux Agro Bio Tech
www.fusagx.be

Grenoble EM
www.grenoble-em.com

Grenoble INP - Ense3
www.ense3.grenoble-inp.fr

Grenoble INP - ENSIMAG
www.ensimag.grenoble-inp.fr

Grenoble INP - Génie Industriel
www.genie-industriel.grenoble-inp.fr

Grenoble INP - Pagora
www.pagora.grenoble-inp.fr

Grenoble INP - Phelma
www.phelma.grenoble-inp.fr

Groupe ESC Troyes
www.get-formation.fr

GSCM - Montpellier Business School
www.supdeco-montpellier.com

HEC Montréal
www.hec.ca

HEC Paris
www.hec.fr

HEC ULg
www.hec.ulg.ac.be

HEI
www.hei.fr

IAV Hassan II (Maroc)
www.iav.ac.ma

ICAM Lille
www.icam.fr

ICAM Nantes
www.icam.fr

ICAM Toulouse
www.icam.fr

ICN Business School
www.icn-groupe.fr

IESEG
www.ieseg.fr

IFM
www.ifm-paris.com

IFMA
www.ifma.fr

IFP School
www.ifp-school.com

INPT
www.inpt.ac.ma

INSA Centre Val de Loire
www.insa-centrevalde-loire.fr

INSA Lyon
www.insa-lyon.fr

INSA Rennes
www.insa-rennes.fr

INSA Rouen
www.insa-rouen.fr

INSA Strasbourg
www.insa-strasbourg.fr

INSA Toulouse
www.insa-toulouse.fr

INSEEC Business School
www.inseec.com

Institut d'Optique
www.institutoptique.fr

ISA Lille
www.isa-lille.fr

ISAE
www.isae.fr

ISAE-ENSMA
www.ensma.fr

ISARA-Lyon
www.isara.fr

ISC Paris
www.iscparis.fr

ISEN Brest
www.isen.fr/brest.asp

ISEN Lille
www.isen.fr/lille.asp

ISEN Toulon
www.isen.fr/toulon.asp

ISEP
www.isep.fr

ISG
www.isg.fr

ISIT
www.isit-paris.fr

ISMANS
www.ismans.fr

ITECH Lyon
www.itech.fr

KEDGE BS
www.kedgebs.com

L'Ecole de design
www.lecolededesign.com

LaSalle Beauvais
www.lasalle-beauvais.fr

Mines Albi
www.mines-albi.fr

Mines Alès
www.mines-ales.fr

Mines Douai
www.mines-douai.fr

Mines Nancy
www.mines-nancy.univ-lorraine.fr

Mines Nantes
www.mines-nantes.fr

Mines ParisTech
www.mines-paristech.fr

Mines Saint-Étienne
www.mines-stetienne.fr

Montpellier SupAgro
www.supagro.fr

NEOMA BS
www.neoma-bs.fr

Novancia Business School Paris
www.novancia.fr

Oniris
www.oniris-nantes.fr

Polytech Clermont-Ferrand
www.polytech.univ-bpclermont.fr

Polytech Grenoble
www.polytech-grenoble.fr

Polytech Lille
www.polytech-lille.fr

Polytech Montpellier
www.polytech.univ-montp2.fr

Polytech Nantes
www.polytech.univ-nantes.fr

Polytech Orléans
www.univ-orleans.fr/polytech

Polytech Tours
www.polytech.univ-tours.fr

SKEMA
www.skema-bs.fr

SOLVAY
www.solvay.edu

SUP'COM Tunis
www.supcom.mincom.tn

SUPELEC
www.supelec.fr

SUPMECA
www.supmeca.fr

TBS
www.tbs-education.fr

TELECOM Bretagne
www.telecom-bretagne.eu

TELECOM Ecole de Management
www.telecom-em.eu

TELECOM Lille
www.telecom-lille1.eu

TELECOM ParisTech
www.telecom-paristech.fr

Télécom Physique Strasbourg
www.telecom-physique.fr

TELECOM SudParis
www.telecom-sudparis.eu

Toulouse INP - EI Purpan
www.purpan.fr

Toulouse INP - ENI Tarbes
www.enit.fr

Toulouse INP - ENM
www.enm.meteo.fr

Toulouse INP - ENSAT
www.ensat.fr

Toulouse INP - ENSEEIHT
www.enseeiht.fr

Toulouse INP - ENSIACET
www.ensiacet.fr

Toulouse INP - ENVT
www.envt.fr

Université Paris-Dauphine
www.dauphine.fr

UPM
www.upm.es

UTBM
www.utbm.fr

UTC
www.utc.fr

UTT
www.utt.fr

Entreprises et organismes membres de la CGE

CGE member companies and organisations

entreprises

CCI FRANCE

www.cci.fr

CCI Paris Ile-de-France

www.cci-paris-idf.fr

EDF

www.edf.fr

FRANCE TELECOM - ORANGE

www.orange.fr

GDF SUEZ

www.gdfsuez.com

INTERNATIONAL SOS

www.internationalsos.com

LVMH

www.lvmh.fr

MAIF

www.maif.fr

organismes

ABG-Intelli'agence

www.intelliagence.fr

AI Cesi

www.aicesi.net

Amicale ISAE - SUPAERO - ENSICA

www.supaero.org

ANRT

www.anrt.asso.fr

AOCDTF

www.compagnons-du-devoir.com

AP-HEC

aphec.it-sudparis.eu

APLCPGE

aplcpge.free.fr

APPLS

www.netvibes.com

Association AX

www.polytechniciens.com

Association des Supélec

www.asso-supelec.org

Association ECLille

www.centraliens-lille.org

Association ENSAM

www.arts-et-metiers.asso.fr

Association ENSM Paris

www.mines-paris.org

Association ENSM Saint Étienne

www.mines-saint-etienne.org

Association ENSTA ParisTech Alumni

www.ensta.org

Association ESCP Europe Alumni

www.escpeuropealumni.org

Association HEC

www.associationhec.com

Association TELECOM Paris-Tech alumni

www.telecom-paristech.org

CDGEB

conferences.telecom-bretagne.eu

CEFI

www.cefi.org

ENAC Alumni

www.alumni.enac.fr

EURECOM

www.eurecom.fr

FNEGE

www.fnege.org

GENES

www.ensae.fr

Grenoble INP

www.grenoble-inp.fr

IESF

www.iesf.fr

Institut Mines-Télécom

www.mines-telecom.fr

La Cellulose

pagora.grenoble-inp.fr

Lorraine-INP (écoles d'ingénieur)

www.univ-lorraine.fr

Toulouse INP

www.inp-toulouse.fr

UPA

upa.it-sudparis.eu

UPLEGESS

www.uplegess.org

UPLS

upls.it-sudparis.eu

UPS

www.prepas.org

UPSTI

www.upsti.fr

Conception et réalisation

virgule 06 81 69 14 99
ronde

Crédits photos

© Christian Jacquet
pages 3, 8, 31, 46, 47

© Alexis Chézière
sommaire et page 29

© DR
pages 4, 24

© Fotolia
couverture et pages 3, 5, 6, 7, 12, 13,
14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22,
23, 25, 26, 27, 28, 30, 32, 34, 35,
36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 48,
49, 50

2014



Conférence des grandes écoles

11, rue Carrier-Belleuse - 75015 Paris

tél : 01 46 34 08 42 - fax : 01 46 34 56 70

mél : info@cge.asso.fr - site internet : www.cge.asso.fr

lettre d'information : www.cge-news.com

